

La confrérie du St-Esprit d'Anniviers

Le val d'Anniviers s'ouvre sur la rive gauche du Rhône en face de Sierre, près de l'embouchure de la Navisence, sa rivière principale. Il mesure 35 km de longueur sur 10 km environ de largeur avec une superficie de 260 km², y compris 65 km² de glaciers. Nous rencontrons sur la rive droite les villages de Niouc, Fang, Vissoie, St-Luc, Chandolin, Mission, Ayer et la station de Zinal; sur la rive gauche, ceux de Pinsec, Mayoux, St-Jean et Grimentz. La vallée se divise en Y géant par une arête qui, de la Dent Blanche et du Grand Cornier, descend par la Corne de Sorebois¹.

Le rendement économique du val d'Anniviers est relativement faible. On y trouve des prairies, des jardins et, là où le sol le permet, des champs de pommes de terre, de froment, de seigle. Le chanvre a disparu. On y cultive aussi des fèves et des arbres fruitiers. Dans les mayens et les alpages paissent des vaches de la race d'Hérens, des moutons et des chèvres. Enfin, on exploite des forêts de mélèzes, de pins et de sapins. Les Anniviards ont acheté des prés et des vignes dans la région de Sierre pour accroître leur maigre revenu.

Les bâtiments anciens, comme dans le Valais central, sont séparés par les différents services et les habitations, groupées en village, se composent d'un ou de plusieurs étages, moitié en bois et moitié en pierre. Le grenier est monté sur pilotis soutenant des pierres plates pour préserver les provisions des rongeurs. Le raccard, construit de la même manière que le grenier, du moins extérieurement, est disposé pour recevoir les gerbes de blé, avec une aire au milieu pour le battage. Les granges-écuries se trouvent au village et dispersées en grand nombre dans les campagnes. La cave est placée parfois sous la maison, parfois sous le grenier ou sous le raccard. Les mayens sont des constructions plus simples parce que le séjour y est de courte durée. Les alpages comprennent une cave à fromage, des constructions en pierre sèche servant de cuisine et parfois de dortoir.

¹ *Dictionnaire géographique de la Suisse*, t. I, Neuchâtel, 1902, pp. 69 et suiv., art. *Anniviers*. — Ch. Nussbaum, Bonvin, I. Mariétan, *Le Val d'Anniviers*, Vevey, 1946, pp. 5 et suiv. (cité : *Le Val d'Anniviers*).

pour les pâtres et, par ci par là, un parc en partie abrité par des planches².

L'Anniviard dont les propriétés sont très morcelées devient par la force des choses un nomade. En certaines périodes de l'année, au temps passé, les villages étaient presque déserts. Aujourd'hui encore, les familles sont souvent divisées. Les dures circonstances économiques dans lesquelles vivent les Anniviards les ont accoutumés au troc et à l'entraide sur une vaste échelle : consortages d'alpage, travail en corvées dans les vignes communales ou pour l'installation et la réfection des bisses³.

La population actuelle est de 1649 habitants. Elle a subi des fluctuations. Par exemple, elle était peut-être de 600 âmes à la fin du XVI^e siècle et lors du recensement de 1798, elle s'élevait à 1645 habitants⁴.

Le val d'Anniviers possède de nombreux vestiges préhistoriques⁵.

Les premiers habitants historiques furent les Celtes, les Romains et les Burgondes⁶. Les comtes de Granges et le Chapitre de Sion eurent de bonne heure des droits à Anniviers. Au XII^e siècle, la vallée échut à l'évêque qui, dès le XIII^e siècle, l'inféoda aux sires d'Anniviers, jusqu'en 1362, puis aux Challant jusqu'en 1381, enfin aux Rarogne jusqu'en 1467. Ensuite, l'évêché retint lui-même la seigneurie qu'il fit administrer par un châtelain, lui-même représenté par un vice-châtelain siégeant à Vissoie.

Les villages, sous le régime féodal déjà, formaient des communautés séparées, avec leurs territoires, leurs juridictions, leurs droits de pâturage et de forêts. Dès 1327 apparaissent quatre quartiers : Vissoie, Ayer, Grimentz et St-Luc. La Diète déclare en 1565 et 1566 qu'Anniviers fait partie du dizain de Sierre. En 1798, la vallée est divisée en quatre communes : Vissoie - Grimentz ensemble, Ayer, St-Luc - Chandolin ensemble, St-Jean⁷.

² Louis Courthion, *Le Peuple du Valais*, Paris-Genève, 1903, pp. 8 et 9. — Ed. Jacky, *Elevage des espèces bovine, chevaline et mulassière en Valais avec aperçu sur le régime des alpages*, Châteauneuf-Sion, 1943, p. 134. — *Le Val d'Anniviers*, pp. 19, 34 et suiv. — Wilhelm Gyr, *La vie rurale et alpestre du Val d'Anniviers*, Winterthour, 1942, pp. XXI-XXXVI et 1-49.

³ *Le Val d'Anniviers*, p. 19. — W. Gyr, *op. cit.*, pp. XXVIII-XXXIV. — René Dumont, *L'économie agricole dans le monde*, Paris, 1953, et résumé dans le *Bulletin de la Murithienne*, Sion, 1953, pp. 62-76.

⁴ J.-E. Tamini, *La châtellenie épiscopale d'Anniviers, de 1467 au nouveau régime 1798*, dans *Annales Valaisannes*, 2^e série, t. 2, Sion, 1935, p. 374. — *Recensement fédéral de la population*, t. 1, Berne, 1951, p. 66.

⁵ Marc-R. Sauter, *Préhistoire du Valais, des origines aux temps mérovingiens*, dans *Vallesia* V, Sion, 1950, pp. 68-98, 124-125.

⁶ Leo Meyer, *Les premiers habitants historiques du Val d'Anniviers*, Sierre, 1935, pp. 10-16.

⁷ J.-E. Tamini, *op. cit.*, pp. 365 et suiv. — *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 285, art. Anniviers. — *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* (cité : DHBS), t. 1, Neuchâtel, 1921, p. 340, art. Anniviers.

Vissoie est le centre de la vie religieuse dès le XIII^e siècle. L'église et la paroisse sont citées dès le XII^e siècle. Jusqu'en 1804, toute la vallée d'Anniviers ne formait qu'une paroisse desservie par plusieurs prêtres dont le recteur de St-Jacques. Le vicariat remonte à 1678.

On ne sait rien de précis sur l'église primitive. Il y en eut une deuxième, provisoire, qui ne fut pas consacrée et remonterait au début du XVIII^e siècle (après 1720). Le clocher fut brûlé en 1784. L'année suivante, on construisit le clocher actuel qui reçut de nouvelles cloches. L'église actuelle a été édiflée en 1808-1809 et consacrée le 4 septembre 1809.

La plupart des villages avaient leur chapelle au XVI^e siècle ⁸.

I. Histoire de la confrérie du St-Esprit d'Anniviers 1250-1800

La confrérie du St-Esprit d'Anniviers remonte au milieu du XIII^e siècle. Elle apparaît en effet peu après la fondation de la paroisse.

La confrérie du St-Esprit, appelée aussi « Archiconfrérie Santo Spirito in Sassia » était une association de personnes pieuses des deux sexes qui, sans se lier par aucune règle religieuse ni aucun vœu, s'organisaient à l'exemple des membres affiliés des ordres militaires et consacraient une partie de leur temps à des œuvres d'assistance et de charité. Elle a été fondée le 17 juillet 1204, par Guy de Montpellier, qui avait déjà institué,

⁸ J.-E. Tamini, *op. cit.*, p. 376. — *Armorial valaisan*, p. 285, art. Vissoie. — J.-E. Tamini et P. Délèze, *Nouvel Essai de Vallesia christiana* (cité : *Vallesia christiana*), St-Maurice, 1940, p. 321 et suiv. — Isidore Rudaz, *Catalogus totius venerabilis cleri diocesis sedunensis*, archives du couvent des capucins à Sion, manuscrit, art. Vissoie. — *Idem*, *Notes historiques*, t. III, manuscrit aux archives du couvent des capucins à Sion. — Archives de l'Etat du Valais (cité : AV), fonds Wilhelm Ritz, carton 3, thèque II, vol. 16, p. 24. — Erasme Zufferey, *Le Passé du Val d'Anniviers*, Ambilly-Annemasse, 1927, p. 93 ; l'ouvrage complet de l'abbé Zufferey sur le Val d'Anniviers se trouve aux AV, fonds Tamini, thèque 1, 42 cahiers. Les cahiers 1-14 ont été publiés sous le titre mentionné ci-devant. Nous citons les cahiers inédits : Zufferey, cahier 15-42 — Zufferey, cahier 34, pp. 10-11. — AV, fonds de Rivaz, Anne-Joseph de Rivaz, *Opera historica* (cité : *op. hist.*), t. VIII, p. 355. — Sur la chapelle St-Jacques, voir archives de la vallée d'Anniviers, dans la chapelle du château de Vissoie (cité : An.). Les documents de ce fonds sont numérotés de façon continue de 1 à 659 et sont généralement distribués en paquets d'une dizaine d'unités. — An. 87, fol. 152. — *Armorial valaisan*, p. 17, art. Ayer, et p. 226, art. St-Luc.

au milieu du XII^e siècle, un Ordre d'hommes et de femmes pour l'assistance des malades, des pèlerins, des voyageurs, des femmes en couche, des pécheresses et, en tout premier lieu, des enfants trouvés. En instituant cette confrérie, Guy de Montpellier a donc voulu continuer par des collaborateurs laïcs son œuvre de miséricorde et chercher auprès d'eux l'aide financière nécessaire. La confrérie se répandit en de nombreux pays d'Europe et dans le Nouveau Monde grâce aux hôpitaux de l'Ordre qui étaient souvent doublés d'une confrérie. C'est ainsi qu'il y en eut à Lausanne dès 1256 et à Neuchâtel dès 1231 déjà¹. Mais, selon Maxime Reymond, « au Pays de Vaud, les confréries sont entièrement distinctes à la fois des hôpitaux de la région et de l'Ordre du St-Esprit ». On constate le même phénomène en Valais où les confréries ont, semble-t-il, beaucoup contribué à la fondation et à l'organisation de nombreux hôpitaux et hospices ; mais nulle part, on ne fait mention de leur dépendance des hôpitaux de l'Ordre du St-Esprit. Il faut donc admettre avec Gruber que les confréries du Valais n'ont subi qu'une influence indirecte de la fondation de Guy de Montpellier².

¹ *Osservatore Romano* du 16 janvier, Rome, 1953, p. 5, *Città del Vaticano*. P. Brune, *L'histoire de l'Ordre hospitalier du St-Esprit*, Paris, 1892, pp. 153 et suiv. et tout spécialement pp. 33-50, 61, 68, 169-196, 256. — J. Duhr, dans *Dictionnaire de Spiritualité*, fasc. XII, Paris, 1949, colonne 1472, art. *confréries*. — Gustave Schnürer, *L'Eglise et la Civilisation au moyen-âge*, t. II, Paris, 1935, p. 666. — Léon Lallemand, *Histoire de la charité*, t. III, le moyen-âge, Paris, 1906, p. 146. — R. Naz, *Dictionnaire de droit canonique*, t. IV, Paris, 1949, colonne 141, art. *confrérie*. — *DHBS*, t. 5, Neuchâtel, 1930, p. 122, art. *Neuchâtel*. — Maxime Reymond, *Les confréries du St-Esprit au Pays de Vaud*, dans *Revue ecclésiastique suisse*, XX^e année, Stans, 1926, p. 282. — Beringer, *Les indulgences*, t. II, Paris, 1925, No 15. — En France, il existait au lendemain du deuxième concile de Lyon des confréries rhodanniennes du St-Esprit différentes de celles de Guy de Montpellier (Gabriel Le Bras, *Les confréries chrétiennes, problèmes et propositions*, dans *Revue d'histoire du droit français et étranger*, 1940/1941, p. 321). — La confrérie du Landeron (Neuchâtel) remonte à 1357 en tout cas (Gaston Bourgoin, *Les confréries du Landeron*, dans *Folklore suisse*, 37^e année, No 1, 1947, p. 8). — Les confréries du St-Esprit des cantons de Fribourg et de Genève datent du XIII^e siècle (Dr Ch. Holder, *Notices historiques sur quelques confréries et congrégations du canton de Fribourg*, Fribourg, 1900, p. 5 et communication de M. Paul Geisendorf, archiviste-adjoint à Genève).

² Eugen Gruber, *Die Stiftungsheiligen der Diözese Sitten im Mittelalter*, Fribourg, 1932, pp. 102 et suiv. — J.-E. Tamini et P. Délèze, *Vallesia christiana*, pp. 328-329. — En Valais, il a existé une confrérie du St-Esprit :

Au XIII^e siècle : à Sion, en 1249 (E. Gruber, *op. cit.*, p. 103), à St-Maurice, en 1285 (J.-B. Bertrand, *Le Folklore de St-Maurice*, dans *Cahiers Valaisans de Folklore*, fasc. 30, St-Maurice, 1935, pp. 105 et suiv.), à Ayent, en 1286 (Sulpice Crettaz, *La contrée d'Ayent*, St-Maurice, 1933, p. 121), à Vercorin, en 1298, (AV L 162, *Registrum cancellariæ sedunensis de Vercorins et de Annivisio 1298-1314* (cité : R.), p. 16), à Granges, en 1299 (E. Gruber, *op. cit.*, p. 103), à Port-Valais (J.-E. Tamini et S. Pannatier, *Essai d'histoire de Port-Valais*, St-Maurice, 1931, p. 81).

Au XIV^e siècle : à Grimisuat, en 1306, (S. Crettaz, *op. cit.*, p. 121), à Sierre, en 1317 (J.-E. Tamini, *Essai de monographie de Sierre*, St-Maurice, 1930, p. 171),

Celle d'Anniviers est la plus ancienne en Valais. La première attestation de son existence se trouve dans le plus ancien parchemin conservé aux archives de la vallée d'Anniviers à Vissoie³. Ce parchemin n'est pas daté ; mais nous savons que l'un des témoins, le prêtre Jacques, vivait encore en 1240-1241. Il nous est donc permis de le faire remonter au milieu du XIII^e siècle⁴. En 1250, son existence est attestée d'une manière indubitable dans un acte de vente de deux boisseaux de seigle à la confrérie d'Anniviers⁵.

à St-Gingolph, en 1318 (*op. hist.*, t. XVIII, p. 620), à Saillon, en 1324 (*op. hist.*, t. VIII, p. 563), à Vex, dès 1331 (AV, dépôt des archives communales de Vex, Pg. 6), à St-Martin, en 1335 (Isidore Rudaz, *Notes historiques*, *op. cit.*, t. II, p. 575), à St-Léonard, en 1337 (Bibliothèque de l'évêché, manuscrit anonyme, *Antiquités de St-Maurice en Valais*, Massongex, confréries du St-Esprit (cité : *Antiquités*), p. 91), à Naters, en 1339 (Dyonis Imesch, *Beiträge zur Geschichte und Statistik der Pfarrgemeinde Naters*, dans *Zeitschrift für schweizer. Statistik*, Berne, 1908, p. 52), à Bramois, en 1346 (Bramois, archives communales, D 2), à Salquenen, en 1362 (Gregor Mathier, *Beiträge zur Geschichte der Pfarrei Salgesch*, dans *Blätter aus der Wallisergechichte* (cité : BWG), t. IV, Brigue, 1913, p. 49), à Chamoson-Ardon, en 1367 (Chamoson, archives communales, D 127), à Troistorrents, en 1370 (J.-E. Tamini et P. Délèze, *Essai d'histoire de la vallée d'Illyez*, St-Maurice, 1924, p. 354), à Orsières, en 1370 (J.-E. Tamini et A. Mudry, *Essai d'histoire d'Orsières*, St-Maurice, 1930, p. 78), à Bagnes, en 1379 (Isidore Rudaz, *op. cit.*, p. 531), à Fully, en 1388 (*Ibid.*, p. 455), à Leytron, en 1397 (*op. hist.*, t. VII, p. 621), à Illyez (J.-E. Tamini et P. Délèze, *Vallesia christiana*, p. 193), à Savièse (*Ibid.*, p. 267), à Mase (*Ibid.*, p. 288), à Grône (*Ibid.*, p. 297), à Lens (J.-E. Tamini et L. Quaglia, *Châtellenie de Granges, Lens, Grône, St-Léonard avec Chalais et Chippis*, St-Maurice, 1942, p. 100), à St-Maurice de Laques (J.-E. Tamini et P. Délèze, *Vallesia christiana*, p. 305).

Au XVe siècle : à Vernamiège, en 1432 (Vernamiège, archives communales, D 49), à Nax (*ibid.*, C 3), à Vouvry, Vionnaz, Collombey, Vollège, Sembrancher, Bourg-St-Pierre, Riddes, Plan-Conthey, Nendaz, en 1460 (Bibliothèque de l'évêché, *Antiquités*, p. 91), à Massongex (J.-E. Tamini, *Essai d'histoire de Massongex*, St-Maurice, 1934, p. 73), à Liddes (J.-E. Tamini et P. Délèze, *Vallesia christiana*, p. 205), à Vétroz (*op. hist.*, t. VIII, p. 726), à Gampel (Fidelis Schnyder, *Chronik der Gemeinde Gampel*, Brigue, 1949, p. 28), à Unterbäch-Bürchen (Communication de M. l'abbé Dr Hans-Anton von Roten, recteur à Saas-Balen).

Au XVI^e siècle, à Veyonnaz (J.-E. Tamini et P. Délèze, *Vallesia christiana*, p. 265). La confrérie d'Evolène n'était pas encore bien organisée en 1687 (Antoine Gaspoz, *Monographie d'Evolène*, Sion, 1950, p. 159). Il en existait aussi une à Hérémence (J. Gross, *Traditions et coutumes d'Hérémence*, dans *Folklore suisse*, 12^e année No 1/2, 1922, pp. 2-3), à Saxon (J.-E. Tamini et P. Délèze, *Vallesia christiana*, p. 221), à St-Séverin (*Ibid.*, p. 240), à Venthône (J.-E. Tamini, *Essai de monographie de Sierre*, p. 187), à Niedergesteln (Léo Garbely, *Freigericht Benken, Gemeinde und Pfarrei Steg*, 1434-1934, Sion, 1934, p. 41, dans BWG, t. VIII, pp. 1-47), à Mörel (J. Eggs, *Die Geschichte des Wallis im Mittelalter*, Einsiedeln, 1930, p. 201) et en d'autres localités encore.

³ An. 1. — Sur la confrérie du St-Esprit d'Anniviers, on peut consulter : Anne-Joseph de Rivaz, *op. hist.*, t. VIII, pp. 354-356, Erasme Zufferey, *op. cit.*, pp. 95-97, 115-116, 212-213, 278-279, 321-325, 376-379 et cahiers 15, pp. 13-14 ; 19, pp. 14-20 ; 23, p. 12 ; 25, pp. 37-39 ; 27, pp. 33-34 ; 29, pp. 32-33 ; 30, p. 9 ; 31, pp. 7, 25 et suiv. ; 32, pp. 39-40 ; 33, pp. 1 et suiv.

⁴ J. Gremaud, *Documents relatifs à l'histoire du Valais* (cité : Gremaud), dans *Mém. et Doc. publiés par la soc. d'histoire de la Suisse romande*, Lausanne, 1875, t. XXIX, No 450.

⁵ An 3.

Sa confirmation date de 1254. L'évêque de Sion, Henri de Rarogne, reconnaît la « confrérie qui se fait en Anniviers le jour de la Pentecôte et les deux jours suivants ». Il la confirme « dans toutes ses acquisitions et dans celles qu'elle fera légitimement à l'avenir »⁶.

Dès le début, la confrérie d'Anniviers apparaît comme une association de confrères ayant à leur tête un prieur, plus tard un ou plusieurs métraux ou procureurs, chargés des intérêts matériels de l'association⁷. Les confrères, de concert avec leur chef, procèdent à certains contrats en faveur de la confrérie⁸.

Cette dernière, du XIIIe au XVe siècle, augmente son patrimoine par des achats de biens-fonds et acquiert des rentes foncières. Elle accorde des prêts d'argent dès le XVe siècle et elle les codifie dans deux registres dont le premier compte 56 pages et le second, 119⁹. Elle fait une vente, procède à des échanges, reçoit des dons et des legs¹⁰.

Du XVIe au XIXe siècle, elle continue ses achats, ses ventes et ses échanges, reçoit des legs et inscrit ses créances, en 1575, dans un registre de 261 pages, de 100 pages en 1618, de 383 pages en 1675 et, après 1575, dans le livre des recouvrements, qui a 82 pages¹¹. Durant la même période, elle accorde des prêts, des rachats, des albergements et rédige en 1775 un règlement ayant pour but de mettre fin à certaines difficultés survenues entre les confrères au cours de distributions en nature¹². La confrérie défend ses droits au cours de procès, d'arbitrages et de transactions. Elle a un procès avec la cure en 1689 au sujet d'une redevance de trois boisseaux et de quatre fichelins et demi de seigle¹³. Le même litige avait fait l'objet d'un arbitrage en 1498 déjà¹⁴. Un autre arbitrage datant de 1434 avait porté sur l'émine de lait de l'alpage de La Lé. Cette émine est attribuée à la confrérie¹⁵. En 1649, cette dernière recourt auprès de l'évêque Adrien IV de Riedmatten contre la sentence portée par le châtelain de Sierre François Courten en faveur des Lochmatter de Viège qui voulaient racheter à la confrérie une redevance de douze fichelins de seigle ou d'un boisseau¹⁶. La confrérie passe égale-

⁶ An. 6. — *Gremaud*, No 564.

⁷ An. 7, 18, 32, 50 et *passim*.

⁸ An. 3, 10, 12 et *passim*.

⁹ Pour ce qui concerne les achats, les prêts, voir notre chapitre III.

¹⁰ Pour ce qui concerne les échanges, les dons et les legs, voir *ibid*.

¹¹ La cote des livres de créances est : An. 51, 87, 122, 153, 182. — Celle du livre des recouvrements : An. 195.

¹² Grimentz, archives de la bourgeoisie (cité : *Grim.*) D 60, St-Jean, archives bourgeoises (cité : *St-Jean*) 114. — Les documents de ce fonds sont, généralement, répartis par paquet de 10 unités. — Nous publions en annexe le texte de ce règlement (*Grim.* D 60). Voir notre annexe N° I.

¹³ An. 182, p. 189.

¹⁴ An. 93.

¹⁵ An. 58.

¹⁶ An. 171.

ment à des transactions. En 1430, elle conclut un arrangement avec le sautier de Sierre au sujet d'une parcelle de pré et de vigne à Viouc¹⁷; en 1460, elle accepte l'engagement de Hildebrand de Rarogne qui désormais donnera 27 fichelins de fèves au lieu de 3 boisseaux et de 4 fichelins et demi de seigle¹⁸. Enfin, en 1666, elle consent à un arrangement avec noble Preux au sujet d'une treille qui ombrage une de ses vignes¹⁹.

On sait que la Révolution française porta un coup décisif aux œuvres de charité en France et à l'étranger²⁰.

La confrérie du St-Esprit d'Anniviers subit aussi le contre-coup des idées nouvelles. Le 4 mai 1792, une députation composée d'autorités de toutes les communautés d'Anniviers se rend chez Mgr Joseph-Antoine Blatter pour lui demander le rachat de toutes les redevances féodales. Ce qui leur est accordé à condition de les appliquer à de meilleurs usages²¹. En 1794, le quartier de Grimentz adresse une pétition aux autorités de la vallée pour demander d'appliquer les censives de la confrérie au bénéfice du vicaire et au fonds du sel²². Le notaire Jean-Georges Roux, auteur de cette pétition, rédige à cette époque un projet y relatif²³. Le 17 novembre 1796, le curé et les autorités d'Anniviers obtiennent de l'évêque l'autorisation sans réserve de racheter les biens de la confrérie²⁴. Et le 22 novembre 1798, à la maison de la confrérie, les trois tiers de St-Luc, d'Ayer et de Grimentz établissent entre eux une convention de partage des biens de la confrérie qui s'exécute les 14 et 15 décembre 1798 à Veyras sur Sierre²⁵. Le 15 avril 1800, le rachat des biens étant terminé, les trois tiers se donnent une quittance mutuelle²⁶. La confrérie d'Anniviers disparaît après cinq siècles et demi d'existence.

¹⁷ An. 57. ¹⁸ An. 69. ¹⁹ An. 176.

²⁰ Migne, *Dictionnaire des confréries*, dans *Nouvelle encyclopédie catholique*, t. 50, s. I., pp. 35-36. — P. Brune, *op. cit.*, pp. 164, 316 et suiv.

²¹ Voir notre annexe No II.

²² *Grim.* D 63.

²³ Sion, archives de l'évêché, tiroir 78, No 7. — Ce projet n'a ni date, ni nom d'auteur. Cependant, l'écriture, le style et le fond laissent supposer qu'il est du notaire Jean-Georges Roux.

²⁴ Voir notre annexe No II.

²⁵ Ayer, archives de la bourgeoisie (cité : Ayer) D 14, D 15, *Grim.* D 64 (que nous publions dans notre annexe No III).

²⁶ An. 263, Ayer D 16, *Grim.* D 72.

II. Nature juridique de la confrérie du St-Esprit d'Anniviers

La confrérie du St-Esprit d'Anniviers se proposait de venir en aide aux pauvres par des aumônes, « donnes » ou distributions annuelles. C'est à cette fin qu'elle faisait des achats, recevait des dons et des legs¹. Les distributions consistaient en ration de pain, de fromage, de viande et, sans doute, de vin car la confrérie possédait elle-même des vignes ; elle avait reçu par testament 2 setiers de vin et bénéficiait encore de certaines redevances en vin². La distribution était faite par les confrères en 1290, par les métraux en 1413 et par la justice dès 1775³.

A côté de l'assistance des pauvres, la confrérie du St-Esprit d'Anniviers fut appelée exceptionnellement à d'autres contributions : participation à la remise en état de la grande cloche de l'église paroissiale en 1785 et fournitures de pain et de vin à l'armée en 1790⁴.

¹ Ainsi, le seigneur Jacques d'Anniviers légua aux confrères 3 boisseaux de seigle et une émine de lait pour être distribuée aux pauvres du Christ le mardi après l'octave de Pâques (An. 23). En 1413, Jean Nyger de Ressay (Réchy), eu égard à l'aumône ou donne qui se faisait annuellement en Anniviers en l'honneur du St-Esprit, légua à la confrérie 4 deniers mauricois de service annuel ou de redevance avec plaît à sa mort et 1 denier de service avec plaît à sa mort (An. 51, p. 56).

² On y distribuait donc de la viande, du fromage, du pain, « un petit pain » par personne le jour de la Pentecôte et le reste se donnait le lendemain, 2 pains environ par feu ou famille. Il y avait aussi le « pain chaud ». On en distribuait 6 à la Pentecôte, « des pains de feu suivant l'antique poids ordinaire », au dire du règlement de 1775. Les prêtres et les juges recevaient du pain blanc. 25 batz étaient réservés à l'achat de ce pain. Pour ce qui concerne le vin : cf. An. 52, 53, 60, Zufferey, cahier 32, p. 40.

³ An. 23, 51, p. 56, et notre annexe No I.

⁴ Erasme Zufferey, cahiers 30, p. 9 ; 31, p. 7. Il existe diverses opinions sur le but de la confrérie du St-Esprit. J.-B. Bertrand écrit que son but initial fut, croit-on, d'obtenir du ciel le retour à l'Eglise latine des schismatiques d'Orient et aussi d'hospitaliser les pèlerins qui allaient à Rome et en revenaient (op. cit., p. 105). On a également prétendu que, vraisemblablement, le but de la confrérie était le rachat des captifs et que, quand il n'y eut plus de captifs à racheter, elle vint en aide aux pauvres de la paroisse où elle était établie (N. Charrière, *Notice et règlement de la confrérie du St-Esprit de la paroisse de Surpierre*, Estavayer, 1900, pp. 1-2). Mais, soit Brune, soit Schnürer, soutiennent que son but premier était de secourir les pauvres du lieu, de visiter les malades et les infirmes, de les aider en recueillant pour eux des subventions en argent ou en nature, de répartir les aumônes de différentes manières, de s'occuper des besoins du culte en général (entretien du luminaire de l'église, de la lampe du Saint Sacrement, fourniture d'ornements et du luminaire aux obsèques), à la campagne comme à la ville, en rassemblant les moyens d'entretenir les églises et les chapelles, quelquefois de pousser et d'aider à la fondation d'églises paroissiales dans les campagnes (P. Brune, op. cit., pp. 162 et suiv. et 427-435. Gustave Schnürer, op. cit., p. 666). Le but

La confrérie d'Anniviers était régie par une règle dont la lecture avait lieu le mardi de la Pentecôte. Cette règle, mentionnée en 1387, ne nous est pas parvenue. Nous en connaissons cependant certains points par les autres écrits de la confrérie et surtout par le règlement de 1775 qui confirme certains privilèges et coutumes antérieurs⁵.

Comme toute autre confrérie, celle du St-Esprit d'Anniviers avait sa personnalité juridique. Cela découle de l'acte de confirmation émané de l'évêque diocésain, qui, au dire du règlement de 1775, est à la fois le chef temporel et spirituel de la vallée d'Anniviers et de la pieuse Maison de la confrérie du St-Esprit fondée en la dite vallée. Elle avait aussi sa personnalité juridique du fait qu'elle possédait un patrimoine, qu'elle avait qualité pour agir en justice et pour passer des contrats⁶. La personnalité juridique de la confrérie d'Anniviers était aussi reconnue par la communauté d'Anniviers, « par la généralité et l'universalité de la vallée ». A partir du XIV^e siècle, la confrérie semble se confondre avec la communauté d'Anniviers. On ne peut pas dire cependant que les autorités de cette dernière aient été en même temps à la tête de la confrérie⁷.

Le chef suprême de la confrérie d'Anniviers était l'évêque⁸. Mais pratiquement, elle fut dirigée par un prieur jusqu'en 1284, date où nous voyons apparaître des métraux, appelés aussi procureurs à partir de 1404. Elle eut comme chef, dès 1675, le grand procureur, qui, parfois, portait le nom de procureur⁹. Il semble avoir été le premier des métraux et le principal responsable de la confrérie.

Il arrivait fréquemment que les autorités de la confrérie étaient choisies parmi les autorités en charge et les anciennes autorités. Elles restaient en fonction durant une année seulement, sauf vers la fin de la confrérie où des grands procureurs restèrent

actuel de la confrérie de Surpierre, qui est la seule en Suisse, à ma connaissance, qui subsiste dans son intégrité (membres, gouverneur, représentant des communes et fonds) est de fournir le luminaire de l'église et de faire de bonnes œuvres, particulièrement d'habiller les enfants pauvres pour leur Première Communion (Communication de M. l'abbé Gabriel Angéloz, vicaire à Surpierre (Broye).

⁵ An. 46 et 123 ; *Grim*. D 42 et notre annexe No I. Brune donne en appendice de son livre trois règlements des confréries de Rochefort (1615), d'Arbois (1666) et de Mesnay (1738) dans le Jura français (*op. cit.*, pp. 427-435). — En Suisse romande, il ne doit subsister que ceux des paroisses de St-Gervais (1464) à Genève et de Surpierre (1890) dans le canton de Fribourg (Maxime Raymond, *op. cit.*, p. 289. — N. Charrière, *op. cit.*, p. 15).

⁶ An. 6, 32, 33, 182 et *passim*.

⁷ An. 41, 93, 110, 123, 139, 204. Voir notre annexe No II. — En Maurienne, la confrérie était indépendante de la commune, bien que les syndics intervenissent assez souvent dans ses affaires, à défaut des prieurs et procureurs (A. Gros, *Histoire de Maurienne*, t. II, Chambéry, 1946, pp. 122-123).

⁸ An. 6 et notre annexe No I.

⁹ An. 7, 18, 50 ; 182, pp. 1 et suiv. et *passim*.

en charge durant trois années consécutives. Le nombre des procureurs a varié au cours des siècles. Les archives font mention d'abord d'un prieur. Du X^{IV}e au X^{VII}e siècle, il n'est plus fait mention d'un prieur ; mais d'un, de deux, parfois de trois et même de quatre procureurs et ensuite, à côté du grand procureur, apparaissent plusieurs métraux. Ces derniers doivent être assimilés aux « recouvreurs généraux » dont il est question dans le règlement de la confrérie. Ils étaient vraisemblablement les aides du grand procureur. Ce dernier, ainsi que les métraux, étaient, semble-t-il, secondés par les « ouvriers généraux ». Ceux-ci se confondaient probablement avec les ouvriers que les communes devaient envoyer aux travaux des vignes de la confrérie ¹⁰.

Les procureurs étaient chargés de récupérer les redevances de la confrérie, de défendre son honneur et de veiller à son accroissement ¹¹. Ils géraient les biens de la confrérie procédant à des baux et rendant compte de leur administration chaque année, le lundi de Pentecôte. Chaque commune devait y déléguer un procureur ¹². Les procureurs rendaient parfois les comptes entre eux en présence du vice-châtelain en fonction et de l'ancien sautier, ainsi qu'il ressort d'un acte de 1620-1630 ¹³. Ils disposaient également des biens de la confrérie en faisant des achats, des ventes, des rachats, des procès, en accordant des prêts ¹⁴. Dans ces actes, ils représentaient la confrérie soit en agissant seuls, soit de concert avec les autres procureurs. En certaines circonstances, ils prenaient simplement le conseil ou l'assentiment des confrères et de tierces-personnes ¹⁵. Ils pouvaient également se faire remplacer en certains cas : arrangements, arbitrages, demande de faveurs ¹⁶. Ils étaient à la vérité « les maîtres et les recteurs de la confrérie » ¹⁷.

¹⁰ Voir nos annexes No I et IV. — *St-Jean* 102, 147.

¹¹ *An.* 61, 69, 195 et *passim*.

¹² *An.* 151, 174 ; *St-Jean*, 102, 147. ¹³ *An.* 195, p. 81.

¹⁴ Voir notre chapitre III, concernant les achats, ventes, rachats, etc.

¹⁵ *R.*, pp. 201, 235.

¹⁶ Voir notre chapitre I, notes 14, 19, et notre annexe No II.

¹⁷ *An.* 19, 32, 69 et *passim*. — Dans le Jura français, les prieurs (il y en avait deux à Rochefort) étaient élus chaque année la veille (Arbois) ou le jour de la Pentecôte (Rochefort et Mesnay), soit par les anciens, qui étaient tenus de prendre l'avis de douze autres membres choisis au suffrage commun des confrères (Rochefort), soit par l'assemblée des confrères (Arbois et Mesnay). Ceux-ci nommaient le prieur à la pluralité des suffrages, avec la participation du curé. Ils devaient choisir « celui qu'ils reconnaissaient en leur conscience (Mesnay) être le plus idoine et le plus capable d'exercer cette charge » (Rochefort). Ils élaient également le sous-prieur, quatre conseillers et un procureur ou receveur. Ceux-ci avaient toute l'administration des biens et revenus de l'association. Mais aucun ne pouvait agir dans les affaires de la confrérie sans la pluralité des voix des officiers (conseillers et receveurs). Le prieur ou, en son absence, le sous-prieur pouvait assembler les officiers pour leur demander conseil si la nécessité et le bien de la confrérie l'exigeaient. Le procureur devait tenir un livre ou catalogue où étaient indiqués les noms, prénoms, surnoms, le jour de l'inscription et du

Les confrères se réunissaient à la Pentecôte et en d'autres circonstances pour traiter des affaires de la confrérie : inféodation, affiliation, vente, prêt. Ils étaient convoqués en assemblée générale au son de la cloche et en vigueur d'une assignation¹⁸.

On ne connaît aucun cas d'admission dans la confrérie. Il semble cependant qu'aux XIV^e et XV^e siècles, le droit d'entrée s'héritait ou s'achetait par le versement d'un certain nombre de livres mauricoises ou au moyen d'un versement annuel de 2 deniers¹⁹. Presque tous les Anniviards faisaient partie de la confrérie. Les seigneurs d'Anniviers étaient aussi confrères et ils ont dû jouer un rôle important dans la confrérie²⁰. Pierre de Venthône, novice à Hauterive (Fribourg) et ancien mari d'Antoinette d'Anniviers religieuse (*monacha*) à la Maigrauge (Fribourg), put y entrer grâce à un don de son épouse et, selon l'acte de donation à la confrérie, il était confrère « de telle manière qu'il aura toujours un pauvre à la confrérie les trois jours de la Pentecôte »²¹.

décès. Il devait rédiger le protocole des délibérations et décisions, tenir note des constitutions de rentes, des legs pies, fondations et autres actes au profit de la confrérie (Arbois). Avec le curé et les échevins de la communauté, le prieur était responsable de ses archives (Mesnay). Chaque année, le second dimanche après la Pentecôte (Arbois) ou à la sainte Marie-Madeleine après l'expiration de leur charge (Rochefort), les prieurs devaient, en présence des officiers (Arbois) ou du doyen de l'église collégiale, du curé ou du vicaire perpétuel de l'église paroissiale ou de l'un d'eux (Mesnay) rendre compte de toute la recette, de l'administration des biens et revenus. S'ils étaient redevables à l'égard de la confrérie, ils devaient payer les intérêts de la somme due (Arbois). Les prieurs avertissaient les confrères de l'enterrement de l'un d'eux au son de la cloche et lors du décès, ils faisaient célébrer trois grand'messes avec les vigiles. Ils faisaient célébrer trois grand'messes le jour de la Pentecôte et le lendemain (Rochefort), trois messes du St-Esprit, les mercredi, jeudi et vendredi de la semaine de la Pentecôte, pour les confrères vivants et trépassés, une messe basse chaque lundi du mois à la même intention (Mesnay), une messe solennelle avec diacre et sous-diacre, le jour de la Pentecôte, une messe basse à chaque Purification et la seconde et troisième semaine de la Pentecôte (Arbois). Les prieurs et autres officiers avertis de la maladie d'un confrère devaient le faire visiter et l'exhorter à recevoir les sacrements, si c'était nécessaire (Arbois). Les règlements des confréries variaient d'un lieu à un autre, bien qu'on cherchât à les unifier au sein d'un même diocèse ou archidiocèse (P. Brune, *op. cit.*, pp. 427-435). — R. Naz, *op. cit.*, col. 155, art. *Confrérie*.

En Maurienne, le curé n'était pour rien dans l'administration de la confrérie. Il n'y avait qu'un droit de surveillance (A. Gros, *op. cit.*, p. 120).

La confrérie, en France, avait d'ordinaire sa chapelle, son recteur et son autel dans l'église paroissiale (*Ibid.*, p. 120 et P. Brune, *op. cit.*, pp. 430 et 432).

¹⁸ An. 6, 46, 61, 123 ; Grim. D 42 et *passim*.

¹⁹ Zufferey, cahier 28, pp. 20-21. — R., p. 201, An. 61.

²⁰ Le seigneur Jacques, approuvé par trois hommes et par les autres confrères, fait une transaction en 1261 avec Berthold de Venthône. Dame Guigone d'Anniviers, en 1305, du consentement de tous les confrères vend un cens.

²¹ Dans la commune de St-Jean, si un fils unique ou cadet, dont le père était décédé, était désigné par le sort à « prendre le tour » de son père, il

Les documents que nous possédons sur la confrérie d'Anni-viers ne fournissent aucun renseignement sur la sortie ou l'exclusion de la dite association ²².

Les membres de la confrérie avaient le droit de se réunir en certaines circonstances et ils devaient être consultés parfois par les procureurs ²³. Avec eux, ils procédaient à certains contrats d'achat, de vente, acceptaient des dons et legs et, une fois par an, prenaient part au repas de la confrérie où ils recevaient une « compre », sorte de dividende en argent ou en nature ²⁴. Les confrères se partageaient proportionnellement les charges et les honneurs. Malheureusement, les documents ne nous disent pas en quoi ils consistaient. Ils résument seulement en ces termes les obligations des membres de la confrérie : « mettre tout en œuvre pour procurer le bien et l'avantage de la confrérie et des confrères » ²⁵.

devait y donner suite. Dans les autres cas, il s'en tenait à la rotation ou bien il s'exécutait d'après le recommencement de la rotation (Zufferey, cahier 28, pp. 20-21). An. 11. — En France, l'admission était volontaire. On y recevait des personnes des deux sexes (Rochefort, Arbois). Quiconque désirait y entrer s'adressait aux prieurs qui les présentaient aux confrères (Rochefort) ou bien le prier et les principaux officiers délibéraient sur la requête du suppliant, l'admettaient ou le refusaient à la pluralité des voix (Arbois) ou enfin communiquaient la demande au curé (Mesnay). Une finance d'entrée était perçue (Rochefort, Arbois) et il fallait la payer pour être inscrit dans le catalogue des confrères (Arbois). Lors de l'admission, on donnait lecture du règlement. Le postulant promettait de l'observer et de procurer le profit de la confrérie. On n'y admettait pas les blasphémateurs, ceux qui avaient porté de faux témoignages, les détracteurs, les usuriers et autres frauduleux ainsi que les personnes de mauvaise vie (Rochefort). On n'y recevait donc que les gens de bien et d'honneur et exempts de tout crime et de reproche considérable (Arbois). P. Brune, *op. cit.*, p. 427-435.

²² En France, si l'on trouvait parmi les confrères des blasphémateurs, faux témoins, après deux ou trois admonitions, ils devaient être éliminés de la confrérie (Arbois), s'ils persévéraient dans leurs vices (P. Brune, *op. cit.*, p. 429).

²³ An. 46, 61, 123 ; Grim. D 42.

²⁴ Voir notre chapitre III ; St-Jean, 113. Zufferey, cahier 29, p. 32. Nulle part, il n'est fait mention expresse du repas de la confrérie les jours de la Pentecôte. Mais dans le cinquième livre des créances, on parle des restes de repas qu'on vend par la suite (An. 182, p. 156). Cependant, ces agapes célébrées à l'occasion de la fête patronale de la confrérie existaient partout. Elles furent supprimées au XVII^e siècle à cause des abus qui s'ensuivaient (P. Brune, *op. cit.*, p. 162). En Maurienne, le curé était invité avec le personnel du service paroissial : clerc, sacristain, chantres, sonneur (A. Gros, *op. cit.*, p. 122). En Valais et en Anniviers, ces abus étaient aussi connus et c'est pour cette raison que, dans beaucoup de paroisses, on supprima les confréries du St-Esprit. (Louis Boucard, *L'Ecole primaire valaisanne à la fin du XVII^e siècle et son histoire de 1798 à 1830*, St-Maurice, 1938, pp. 12 et suiv., Zufferey, cahier 32, p. 40).

En France, les confrères réunis en assemblée élaient leurs autorités (Arbois) ou, tout au moins, désignaient douze membres pour les représenter à l'élection (Rochefort). Ils assistaient aux processions et aux enterrements d'un des leurs en portant un cierge allumé (Rochefort). Ils avaient droit à la sépulture ecclésiastique alors même que leur église paroissiale était frappée d'interdit (P. Brune, *op. cit.*, pp. 428, 432 et 153).

²⁵ An. 61. En France, les confrères devaient procurer le bien et l'avantage

La confrérie du St-Esprit d'Anniviers conservait avec un soin jaloux les documents qui la concernaient et tout particulièrement ceux qui se rapportaient à son patrimoine. 75 parchemins ou registres environ nous sont parvenus.

III. Les biens de la confrérie du St-Esprit d'Anniviers

Les biens de la confrérie du St-Esprit d'Anniviers proviennent en grande partie d'achats, d'échanges, de testaments, d'inféodation, voire d'amendes, et nous les connaissons grâce à de nombreux actes¹.

Les achats sont fréquents du XIIIe au XIVE siècle. Ils portent rarement sur des immeubles et sur des biens-fonds², plus souvent sur des cens ou sur des revenus de seigle ou d'argent³. Ces acquisitions se font au moyen du numéraire reçu à l'époque, en sous, livres ou deniers mauricois, et en réservant les redevances féodales, telles que le plaît au changement du vassal, les services annuels⁴.

Aux XVe, XVIe, XVIIe siècles, on paie encore avec de la monnaie mauricoise, mais on constate que, dès 1484, on se sert aussi de florins. Les actes portent sur des immeubles, du blé, des biens-fonds, du blé et de l'argent⁵.

Les échanges sont moins nombreux que les achats. On en note un, pour le XIIIe siècle, un, pour le XIVE et deux au XVIIe siècle. Ils portent sur des revenus de seigle et sur du vin⁶.

Les donations ont lieu entre vifs ou pour cause de mort. Entre vifs, on en note une au XIIIe et une au XVe siècle. Elles ont pour

de la confrérie (Arbois), payer une redevance aux prieurs à la Pentecôte ou en un autre temps (Rochefort), assister aux processions, messes, offices, fêtes, dévotions, communier à certaines occasions (Rochefort et Arbois), aux enterrements, messes et offices pour les défunts (Rochefort, Arbois et Mesnay) et soumettre leurs différends aux prieurs (Rochefort), les avertir de la maladie d'un confrère (Arbois) (P. Brune, *op. cit.*, pp. 427-435).

¹ En 1774, l'évêque François-Frédéric Ambuel, dans une lettre à Antoine Zufferey, vice-châtelain, se plaignait de ce qu'on eût infligé au métral du chapitre, à Pinsec, une amende de 5 livres payables à la confrérie du St-Esprit (*St-Jean* 113).

² An. 20.

³ Sur les cens, charges foncières, services, plaits, tailles, etc., voir Robert Hoppeler, *Notizen zur Walliser Rechtsgeschichte des Mittelalters*, dans BWG., t. III, Sion, 1907, pp. 446, 447.

⁴ An. 1, 3, 4, 5, 7, 10, 12, 15, 18, 19, 21, 30, 32, 34, 35.

⁵ An. 51, p. 54 ; 54, 85 ; 87, fol. 195 et suiv. ; 90, 110, 138, 244.

⁶ An. 14 ; 51, p. 16 ; 204, 222.

objet du seigle, des vignes, des champs, des prés, et un marais, des caves, et une part de raccard. La confrérie reçoit en outre onze legs : un au XIII^e siècle, quatre au XIV^e, quatre au XV^e et deux au XVII^e siècle. Par testament, elle acquiert une émine de de lait, une vigne, des fèves, du froment et de l'argent ⁷.

On constate que la confrérie détenait en 1387 un fief qu'elle inféodait à un particulier ⁸. Par ses livres de créances, nous apprenons qu'elle percevait de nombreuses redevances sur des fiefs-liges ou plans. Nous ne saurions en expliquer l'origine. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'ils semblent augmenter à partir de 1467, année où les Anniviards rachetèrent leurs redevances et leur sujétion au seigneur Hildebrand de Rarogne ⁹.

Ces acquisitions permirent à la confrérie d'accroître son capital et de pratiquer le prêt à intérêt, en tout cas à partir de 1438 ¹⁰.

Les livres de créances de la confrérie nous apprennent que celle-ci tirait des redevances de nombreux fiefs qui se divisent en fiefs-liges, en fiefs-plans et en fiefs sans autre dénomination. On compte 4 de ces fiefs, pour le XIII^e, 7 au XIV^e, 40 au XV^e, 51 au XVI^e, 33 au XVII^e siècle ¹¹.

Aux XIII^e et XIV^e siècles, la confrérie percevait les redevances de 3 fiefs-liges qui avaient relevé ou relevaient de l'évêque de Sion, des seigneurs d'Anniviards, de Rarogne et de la Tour. On en compte 11 au XV^e et 2 au XVII^e siècle ¹². Les fiefs-plans sont au nombre de 22 : 11, pour le XV^e, 6, pour le XVI^e, 3, pour le XVII^e et 2, pour le XVIII^e siècle ¹³. De ces fiefs, 2 sont cités au XV^e siècle, comme ayant été auparavant d'hommage-lige et 3 sont cités au XVI^e siècle avec la même qualification ¹⁴.

⁷ An. 11, 23, 29, 33, 38, 39 ; 51, p. 8 ; 52, 56, 152, 154.

⁸ An. 46.

⁹ Erasme Zufferey, *op. cit.*, p. 379.

¹⁰ An. 60.

¹¹ An. 4, 7, 20, 23, 27, 33, 34, 39, 46, 49 ; 51, pp. 5 (2 fiefs), 6, 10, 15, 16, 19-20 (2 fiefs), 23 (2 fiefs), 24, 25, 34, 36, 37, 38, 43-46, 52, 54-56 ; 60, 82 ; 87, fol. 89, 91, 99, 118, 120, 124, 125, 126, 140-142, 146, 154, 161-162, 165 ; 122, pp. 6, 9, 13, 16, 18, 20, 22, 26, 29, 31, 34, 38, 42, 45, 49, 51, 54, 56, 63, 68, 74, 81, 86, 89, 95, 103, 104, 111, 115, 117, 120, 122, 125, 128, 134, 137, 150, 164, 175, 180, 186, 194, 201, 202, 213, 222, 230, 233, 244, 249, 258 ; 153, I^{re} partie, pp. 2, 4, 8, 12, 18, 21, 25, 30, 32, 34, 35, 37, 40, 42, 46, II^e partie, pp. 1, 3, 9, 14, 16, 23, 28, 32, III^e partie, pp. 2, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 15, 16. — R., p. 235.

¹² An. 10, 23, 51, p. 3. Le tenancier de ce fief devait au seigneur « chesery » en cas de mort, 2 sous pour un castron, 12 deniers pour un « recept » en mai et autant pour un « recept » en automne, 2 sous et 6 deniers à Noël, recevoir à ses frais l'envoyé du seigneur, lorsqu'il viendrait traiter de la dot de Béatrice de la Tour. — An. 51, pp. 17, 22, 29, 30-32, 39, 40, 41, 50 ; 87, fol. 149-150, 189-190 ; 115 ; 153, I^{re} partie, p. 14.

¹³ An. 51, pp. 18, 54 ; 87, fol. 166, 171-173, 175, 180, 182, 191, 193 ; 122, pp. 58, 78, 145, 183, 219, 226 ; 153, I^{re} partie, p. 22 ; 153, II^e partie, pp. 10 ; 171, 222 (2 fiefs). — Cette liste des divers fiefs est incertaine et incomplète. La majorité de ces fiefs n'appartiennent pas à la confrérie. Ils ne font que supporter une redevance en sa faveur. On ne peut lui attribuer avec certitude que les fiefs mentionnés dans les documents : An. 46 ; 51, pp. 24, 38 ; 87, fol. 89, 165, et les fiefs-plans du XV^e au XVII^e siècle.

¹⁴ An. 87, fol. 173, 175 ; 122, pp. 78, 173, 219.

L'avantier était responsable du paiement des redevances sur ces fiefs¹⁵. C'était à lui que les consorts du fief devaient remettre leur part de redevance au terme et à l'endroit fixés. En retour, ils lui donnaient pour son travail un honoraire qui consistait en argent ou en blé¹⁶. La première attestation de l'avantier dans les documents de la confrérie date de 1315¹⁷.

Sur ces fiefs, la confrérie percevait du seigle, une émine de lait, 10 sous de cens et ménaydes au XIII^e siècle¹⁸ ; un castron d'herbage, la taille à miséricorde, du seigle, 14 sous, 6 deniers de service, 2 sous et 12 deniers de plaît, au XIV^e siècle¹⁹ ; du seigle, des fèves, ou froment, du vin, 30 sous, 14 deniers, 2 sous et 62 deniers de service, 66 de plaît, en 1404²⁰ ; du vin, 6 sous, 63 deniers de service, 18 sous et 91 deniers de plaît, en 1484²¹ ; du sérac de tous les alpages de la vallée d'Anniviers et les mêmes redevances qu'au XV^e siècle, pour le XVI^e siècle. En ce dernier, les redevances en seigle sont très élevées tandis que celles en argent ne sont que de 11 sous et 26 deniers de plaît, en 1575²². Aux XVII^e et XVIII^e siècles, elles sont plutôt en seigle, en fèves et en quelque argent : 5 sous et 36 deniers de plaît, en 1618²³.

¹⁵ Frédéric Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX^e au XV^e siècle*, t. I, Paris, 1880, p. 511.

¹⁶ An. 51, p. 19 ; 87, fol. 137 et *passim*.

¹⁷ An. 27. ¹⁸ An. 4, 23. ¹⁹ R., p. 235 ; An. 43.

²⁰ An. 50 ; 51, pp. 7, 10, 15, 16, 20, 22, 23 (2 redevances), 24, 29, 31, 34 (2 redevances), 36, 37, 40, 44, 46, 56 et *passim* ; 52.

²¹ An. 87, fol. 91, 100-102, 105, 109, 119, 146, 160, 168, 169, 171-173, 175, 177, 179, 182, 194 et *passim*. — Certains de ces fiefs n'ont pas été comptés plus haut dans le total pour le XV^e siècle parce qu'ils ont été mentionnés en 1404.

²² An. 122, pp. 51, 54, 58, 78, 213, 219, 249 et *passim* ; 139.

²³ An. 153, Ire partie, pp. 4, 21, 22, 40 et *passim*. — Parmi les redevances, deux ont subsisté durant plusieurs siècles : l'émine de lait de l'alpage de La Lé et la redevance de la cure.

La redevance d'une émine de chaudière léguée par Jacques d'Anniviers (An. 23) a été reconnue en 1404 par Pierre de Rarogne, seigneur d'Anniviers (An. 51, p. 50). La confrérie la perçut en toute tranquillité jusqu'en 1434, date où le couvent de Géronde, passé aux carmes, la revendiqua par son représentant, le Fr. Nycodus Beneton, sous prétexte que la dite émine avait été achetée de Jean d'Anniviers par leurs prédécesseurs. Un compromis l'attribua néanmoins à la confrérie (An. 58). Elle fut reconnue en 1484 par les consorts qui, en vertu d'une convention avec Pierre de Rarogne et les métraux de la confrérie, avaient droit à un fromage pour l'« entretien de la chaudière tant haute que basse », tandis que les métraux se servaient les premiers et choisissaient trois des plus beaux fromages (An. 87, fol. 143 et suiv.). Enfin, les consorts, composés en partie de gens de Grône et d'Anniviers, reconnurent cette redevance en 1575.

La cure d'Anniviers, représentée par son curé Jean *in Fabrica* (= Zurschmitten ; cf. *Armorial valaisan*, p. 303), de Reckingen, reconnu en 1404 devoir à la confrérie 3 boisseaux et 4 fichelins et demi de seigle par suite d'un échange de vin contre du blé (An. 51, p. 16). Le curé Jodoc de Rarogne la reconnut en 1447 (An. 66) ; le curé Jean de Supersaxo en 1484 (An. 87, fol. 135). Mais en 1498, ce dernier refusa de la payer parce qu'il n'avait pas reçu le vin

La confrérie tirait des redevances analogues sur des biens-fonds autres que des fiefs. Elle percevait ainsi des cens et redevances en seigle, du XIII^e au XVIII^e siècle²⁴, des fèves, du froment, du XVI^e au XVIII^e siècle. Vers 1630, elle prit l'habitude d'exiger du froment comme cens annuel et exceptionnellement du seigle et des fèves²⁵. Toutefois, en 1775, par souci d'uniformité, elle ne voulait plus recevoir que du seigle pour fabriquer du pain noir²⁶. Les redevances en argent allèrent en augmentant à partir du XVII^e siècle, où la confrérie pratiquait le prêt à intérêt²⁷.

Elle percevait sur ces biens-fonds 42 sous, au XIII^e siècle²⁸; 49 sous, 2 deniers de redevance annuelle, au XIV^e siècle²⁹; 4 sous et 2 deniers de cens, 45 sous et 97 deniers de revenu annuel, en 1404³⁰; 4 sous et 2 deniers de cens, 73 sous et demi, 35 deniers et 8 ambrosiennes de revenu annuel, en 1484³¹; 1181 livres, vers 1630³² et 2025 livres, en 1675³³.

Les redevances en céréales font au total 9 fichelins et demi, plus « 8 parts d'un tiers de fichelin » et 19 boisseaux et demi au XIII^e siècle³⁴. Elles étaient de 7 boisseaux et de 13 fichelins, au XIV^e siècle³⁵; de 10 boisseaux et de 155 fichelins de seigle, de 2 fichelins de froment ou de fèves, en 1404³⁶; de 4 boisseaux et de 47 fichelins de seigle, de 4 fichelins de froment, de 2 fichelins de fèves ou de froment et de 27 fichelins de fèves, en 1484³⁷; de 9 boisseaux et de 178 fichelins de seigle, de 20 fichelins de fèves, de 2 fichelins de froment ou de fèves, en 1575³⁸; de 2 boisseaux et de 118 fichelins de seigle, de 12 fichelins de fèves, de 2 fichelins de froment ou de fèves, en 1618³⁹; de 41 fichelins et

prévu par le contrat d'échange. Nicolas Schiner, évêque de Sion, l'y obligea cependant (*An.* 93). Cette redevance fut reconnue en 1575 par le Fr. François *Pulcher* (= Beaud) de Charmey, curé d'Anniviers (*An.* 122). En 1588, le chapitre de Sion commanda à la confrérie de permettre à la cure de racheter cette redevance (*An.* 130). Mais rien ne se fit, car en 1689 la confrérie engagea à ce sujet un procès contre le curé Egide Massy (*An.* 182, p. 189) et les actes des visites pastorales de 1764 et de 1783 (Archives de l'évêché, tiroir 3, N^o 14 et 41) en font encore mention.

²⁴ Cf. plus loin, notes 34-40.

²⁵ *An.* 195, livre des recouvrements.

²⁶ Voir notre annexe N^o I.

²⁷ *An.* 182, 5^e livre des créances; 195.

²⁸ *An.* 19, 23.

²⁹ *An.* 49. — *R.*, p. 201.

³⁰ *An.* 50, 51, pp. 9, 11; 13, 27, 35, 36; 10, 12, 27, 28, 37, 48, 53 (2 redevances).

³¹ *An.* 87, fol. 87, 131; 152, 158, 195, 197, 199, 201, 202, 204; 93, 104, 152, 156, 157.

³² *An.* 195, pp. 59-82.

³³ *An.* 182, pp. 1-41, 84-99, 140-172, 228-259, excepté 235-241.

³⁴ *An.* 1, 3, 4, 7, 8, 10, 11, 12, 14, 15, 18, 20, 21, 23.

³⁵ *An.* 27, 29, 30, 32, 33, 34, 35, 38, 44, 46, 48.

³⁶ *An.* 51, tout le 1^{er} livre des créances.

³⁷ *An.* 87, tout le 2^e livre des créances.

³⁸ *An.* 122, tout le 3^e livre des créances.

³⁹ *An.* 153, tout le 4^e livre des créances.

demi et 17 quarterons de froment, de 468 livres de fromage, en 1675 ⁴⁰. Ces redevances provenaient de tous les quartiers d'Anni-viers ; les plus nombreuses, de celui de Grimentz ⁴¹.

Ces redevances sur les fiefs et sur les autres biens-fonds devaient être acquittées en un lieu déterminé, à la mesure établie et au terme prescrit.

Les lieux du paiement étaient, pour l'ordinaire, Vissoie, Gri-mentz, Mission et exceptionnellement Loèche, Sierre, Chalais, Bramois ⁴².

La mesure de seigle, de froment et de fèves était celle d'An-niviers. Parfois on en indique une autre : Sierre, Sion, Bramois. Le blé devait être beau et recevable ⁴³.

Le terme était très généralement la St-Martin d'hiver. Si la redevance n'était pas acquittée en ce jour, on devait payer le double en son octave ou 15 jours après, à la St-André ou même en la fête de la Purification ⁴⁴.

Certains contrats comportaient des clauses ou des conditions intéressantes. Par exemple, dans le premier livre des créances, lors d'une reconnaissance, on stipula que, lorsqu'un certain débi-teur de Chandolin descendait à Vissoie apporter son blé, le métral devrait lui donner un pain d'une valeur d'un denier ou du vin. Les métraux allaient jusqu'à Bramois chercher une cer-taine quantité de blé. A cette occasion, le débiteur devait don-ner à manger et à boire au cavalier et à manger à leur monture ⁴⁵.

Les reconnaissances des diverses redevances envers la confrérie avaient lieu à diverses époques de l'année, assez souvent en

⁴⁰ An. 182, tout le 5^e livre des créances.

⁴¹ An. 51, p. 40 et suiv. ; 87, fol. 189 et suiv. ; 122, pp. 133 et suiv. — Il est à remarquer que les 2^e et 4^e livres des créances sont incomplets.

⁴² An. 12, 15, 19, 48, 51, pp. 1 et suiv., 40, 41 ; 87, fol. 160, 163-164 et *passim* dans les livres de créances ; 204.

⁴³ An. 51, pp. 49-52, 55, 160 ; 87, fol. 165 et *passim* dans les livres de créances.

⁴⁴ An. 15, 18 ; 51, pp. 1 et suiv. ; 138. — Dans certains contrats, on prévoyait comme terme d'autres fêtes : la dédicace de Sion, ou le double le lendemain (An. 3), la Toussaint, ou le double le lendemain (An. 51, p. 48), la St-Nicolas, ou le double en son octave, ou à Noël, ou encore à la Purification (An. 4, 8, 20, 50. — R., p. 235), à la vigile de Noël ou à Noël, ou le double à l'Epiphanie (An. 48 ; 51, p. 43), à la Purification, ou le double 3 jours après, ou le lendemain de l'octave de la fête, ou à la mi-carême (An. 19, 33 ; 51, p. 32 ; 153, IV^e partie, p. 19), à la mi-carême, ou le double à Pâques (An. 12). Quelqu'un ne payait-il pas sa redevance au terme prescrit, la confrérie avait le droit, en plus du double de la redevance, de saisir le cens en question, de faire valoir la garantie ou assignation prévue lors du contrat d'achat ou de la reconnaissance (An. 51, p. 7). Ainsi, par exemple, lors d'un achat, on stipula qu'une redevance devait être payée à la St-Nicolas et que si, après cette date, rien n'avait été payé jusqu'à la St-Hilaire, les vendeurs n'auraient plus le droit de tirer profit de 8 sous de cens vendus, qui, passé la St-Hilaire, devaient, ainsi que la garantie, revenir à la confrérie (An. 4).

⁴⁵ An. 87, fol. 164-165.

novembre ⁴⁶. Les débiteurs se rendaient devant le notaire, délégué parfois par l'évêque, en la maison du notaire ou de l'un de ses parents, la plupart du temps en la maison de la confrérie et dans quelque village de la vallée d'Anniviers ⁴⁷. A cette occasion les débiteurs se déclaraient redevables de tant de fichelins ou boisseaux de blé ou d'une somme d'argent. Ces reconnaissances étaient renouvelées ou annulées de temps en temps ⁴⁸.

Les redevances foncières étaient presque toujours assignées, c'est-à-dire hypothéquées sur des fiefs, sur des immeubles ou sur des biens-fonds de toute nature : terres, parcelles de champ et de pré, vignes, chenevières, jardins, vergers, terres incultes, esserts ; et aussi sur divers édifices, raccards, granges, parfois sur l'ensemble des biens-fonds d'un débiteur ou encore sur des dîmes, voire sur des biens mobiliers, sur l'autel d'une église, etc. ⁴⁹. L'assignation était-elle trop faible, on devait la renforcer ⁵⁰.

La confrérie détenait de nombreuses possessions. Signalons des prés au Borzuat, à Noës, aux Vouardoux, à Bottyres Damon, à Viouc, à la Touëlle (Toille) de Mission ; des champs à Grimentz, à la Crête du Pont de Noës ; des vignes à Viouc, à Bernunes, à Soreluaz, à la Tovassière, à Longirey, à Chansabé ; un marais à Noës ; un arbre (plante) à la vigne de Viouc ; des droits d'eau, signalés à propos d'une vigne et d'un pré ; des forêts à Niouc en

⁴⁶ An. 51, pp. 1 et suiv. et tous les livres de créances, 182, pp. 1 et suiv.

⁴⁷ An. 51, pp. 40, 41, 50, 51, 54 et *passim* ; 87, fol. 54, 75, 87, 111, 145, 149, 155-158, 165, 183, 190, 191 et *passim* ; 122 ; pp. 1, 2, 51, 89, 94, 97, 133, 174 (acte annexe), 197, 200 et *passim* ; 153, Ire partie, pp. 1, 2, 8, et *passim* ; IIe partie, en entier ; 182, pp. 41, 42, 117, 121, 122, 130, 137, 279, 302, 309 et *passim*. — Les notaires qui ont rédigé les livres de créances sont Antoine de Aula (1395-1407) (An. 51, pp. 3, 52), Jean Marticularius (1409) (*Ibid.*, p. 53), Pierre de Torrenté (1413) (*Ibid.*, p. 56), Jean Duc, curé d'Anniviers (1432) (*Ibid.*, p. 54), Jean de Freneto (1447) (*Ibid.*, p. 53), pour le premier livre ; Pierre Borcard, Antoine de Aula, Ruffi de Cluses et Jean Juillet, pour le deuxième livre, en 1484 (An. 87, fol. 87, 88, 145, 155) ; Jean Savioz, en 1575, pour le troisième livre (An. 122, pp. 1 et suiv.) ; Chrétien Savioz (1608-1618), pour le quatrième livre (An. 153, Ire partie, pp. 1 et suiv.) ; Thomas Savioz (1675-1683) (An. 182, pp. 1-54), Chrétien Rever (1683-1696) (An. *Ibid.*, pp. 54-70), Georges Martin (1691-1696) (*Ibid.*, pp. 70, 112), Antoine Abbé (1696) (*Ibid.*, p. 72), Jean Rossier (1697-1705) (*Ibid.*, pp. 74, 205, 263, 272), Georges Tabin (1702-1724) (*Ibid.*, pp. 74, 134), Antoine Tabin (1702-1724) (*Ibid.*, pp. 135, 308), Antoine Clivaz (1726-1732) (*Ibid.*, pp. 136, 298), Jacques-Georges Clivaz (1727-1730) (*Ibid.*, pp. 283, 358), Jean-François Florey (1743-1766) (*Ibid.*, pp. 311, 313), pour le cinquième livre. — Les dates entre parenthèses indiquent l'année où le notaire a rédigé le premier acte de reconnaissance et celle du dernier.

⁴⁸ An. 87, fol. 156 ; 182, p. 5 et *passim*.

⁴⁹ L'assignation donnait le droit de prendre possession des biens engagés et de jouir des fruits jusqu'à la restitution intégrale de la créance. C'était ainsi un droit d'antichrèse. En Valais, la constitution de ce droit est désignée par des termes divers : *obligare*, *hypothecare*, *ponere*, *assegnare* et *assetare* (E.-M. Meijers, *Le droit ligurien de succession en Europe occidentale*, t. I, Haarlem, 1928, pp. 41-42). — An. 1, 3, 4, 5, 8, 10, 12, 15, 50 ; 51, pp. 21, 25, 27 ; 87, fol. 155, 157, 184 ; 122, p. 134 et *passim*.

⁵⁰ An. 51, p. 37 ; 122, p. 178.

la Croix ; une cave à Noës et à Muraz ; une maison à Vissoie, celle de la confrérie, mentionnée pour la première fois en 1484, et une maison à Veyras, citée en 1737 ; des édifices en Anniviers ; un moulin qu'elle avait acquis en 1286, situé au torrent de Vissoie, pour y faire moudre son grain et celui de la confrérie de St-Georges, qui lui était annexée. En 1353, la confrérie vendait à un particulier ce moulin, situé au torrent de Vissoie, au Croux, « sous le moulin du seigneur d'Anniviers et sous le moulin de l'acheteur », tout en se réservant le droit d'y faire moudre ses grains chaque fois qu'elle ou ses métraux le demanderaient et cela gratuitement ⁵¹. Ce droit de « moulinage » fut reconnu en 1404, année où il est spécifié que ce moulin se trouvait sur Vissoie, au-dessus du foulon du propriétaire, qui avait également son moulin. Les reconnaissances de 1484 et de 1575 nous apprennent que la confrérie avait le droit de faire moudre son blé au moulin double ou « besso », situé sur le torrent de Vissoie et au moulin de la Sagy. Lors d'un achat fait en 1647 entre la commune de Vissoie et deux particuliers, la confrérie se réservait son droit de « moulinage » dans un certain moulin supérieur du territoire de Vissoie au lieu dit « ou Champetro » ⁵².

La première mention des dettes de la confrérie remonte à 1404. Il s'agit de 6 deniers de service et de 2 deniers de plaît dus à l'église de Ste-Euphémie de Vissoie en exonération d'un fichelin de seigle reçu d'un particulier ⁵³.

Nous connaissons les redevances de la confrérie par les différents rachats qu'elle fit à partir de 1554. Nous ne savons pas toutefois à quelle date remontent ses rachats ni quelle en est l'origine. Les rachats de la confrérie portaient sur un service d'hommage-lige, en 1554, sur la « grande dîme » attachée à une de ses vignes, en 1586, sur les « pycots » (pots) de vin, en 1587, sur les dîmes « *tam focui quam cordi* », en 1593 ⁵⁴.

Nous avons dit qu'en 1438 déjà on mentionne un prêt accordé

⁵¹ An. 39, 46 ; 51, p. 37 ; 57, 82, 85, 90, 110 ; 122, pp. 44 et suiv. ; 138, 176, 244. — La maison de la confrérie à Vissoie existe encore : c'est la maison de M. Max Clivaz, ancien juge à Vissoie. Elle peut dater du XVII^e siècle. Située en bordure de l'ancien chemin de Sierre-Vissoie, elle comprend 2 étages. La cave a dû être construite ou réparée en 1828 ainsi qu'il appert du millésime inscrit au-dessus de la porte. — La confrérie avait encore une maison à Veyras (An. 182, p. 370) et des édifices en Anniviers (Ayer D 15).

La moitié des édifices de la confrérie a été vendue le 31 mai 1807 à Jean Danzo de Vissoie (Ayer D 17).

⁵² An. 20, 41 ; 51, pp. 46-47 ; 87, fol. 151 ; 122, p. 115 ; 170. — En vertu d'une convention passée en 1611, entre les communes de St-Luc et de Chandolin, les gens de Chandolin avaient le droit de couper et de prendre du bois dans les forêts de St-Luc pour les besoins de la confrérie (Zufferey, cahiers 22, p. 25 ; cahier 25, p. 25).

⁵³ An. 51, p. 10.

⁵⁴ An. 115, 127, 128, 138. — Sur le « pycot », voir F. Godefroy, *op. cit.*, t. VI, p. 144 et Ducange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, t. V, Paris, 1845. — Pour les dîmes « *tam focui quam cordi* », il n'a pas été possible d'en déterminer le sens.

par la confrérie. En l'assemblée générale du 9 juin 1577, les probes hommes des communautés de tous les quartiers de la vallée d'Anniviers, invités à prendre une décision au sujet d'une somme de 235 livres provenant de diverses ventes, demandaient de ne les prêter qu'à des personnes sûres et ayant suffisamment de biens pour en garantir le remboursement. En cas de non-paiement, la confrérie exigerait, pour 10 livres de cens, un fichelin de froment et elle s'approprierait les biens donnés en garantie. Si le gage était insuffisant, si la somme prêtée et l'intérêt ne pouvaient pas être remboursés, le procureur qui avait concédé le prêt était tenu de payer le tout et la confrérie avait plein droit de recours sur ses biens jusqu'à paiement total ⁵⁵.

Ces décisions concernaient un prêt particulier. Mais elles montrent probablement les normes suivies dans les contrats de ce genre. A partir de ce moment, la confrérie accorda des prêts toujours plus nombreux moyennant garantie et intérêt. Dès 1675, les prêts se font avec caution et assignation. Il en sera ainsi jusqu'à la dissolution de la confrérie ⁵⁶. Comme nous l'avons déjà signalé, ces prêts avec leurs intérêts s'élevaient à 1181 livres vers 1630 et à 2025 livres, en capital, et 41 fichelins et demi et 17 quarterons de froment, 468 livres de fromage, 6 charges de fumier et 1 setier de vin comme intérêts, en 1675 ⁵⁷. Ces sommes prêtées provenaient de restitutions (paiements), de donations, de dettes, de novations, de reconnaissances, de ventes, etc. ⁵⁸.

Les albergements sont au nombre de deux au XVII^e siècle : la confrérie afferma un champ à Bramois et une vigne à Bernunes. Le champ fut loué pour 4 fichelins de froment et la vigne pour 2 setiers de vin pur de rëze et d'humagne par an. Pour les deux premières années, le locataire de la vigne fut exempt de toute location, car il devait refaire les murs écroulés et réparer les autres ⁵⁹.

La confrérie d'Anniviers procédait rarement à des ventes. On n'en connaît que quatre. En 1305, elle vendit pour 10 livres et 10 sous mauricois un cens de 10 sous avec l'obligation de donner chaque année 2 deniers à la confrérie « pour un confrère que les acheteurs pouvaient avoir dans la confrérie » ⁶⁰. Le moulin de la confrérie, nous le savons déjà, fut vendu en 1353 au prix de 20 sous et d'un fichelin de seigle de cens. L'acheteur et ses héritiers s'engageaient à l'entretenir et à le mettre à la libre disposition de la confrérie et de ses métraux ⁶¹. La troisième vente portait sur 7 fichelins de fèves pour le prix de 110 livres mauricoises (9 juin 1577) ⁶².

⁵⁵ An. 123.

⁵⁶ An. 182 et suiv., et tout le cinquième livre de créances. — Sur les assignations, voir la note 49 ci-devant.

⁵⁷ Voir les notes 32, 33 ci-devant. — An. 182, pp. 1-41, 84-89, 140-172, 180, 228-257, sauf pp. 235-241.

⁵⁸ *Ibid.*, pp. 3 et suiv.

⁵⁹ An. 151, 174.

⁶⁰ R. p. 201.

⁶¹ An. 41.

⁶² An. 123, Grim. D 42.

IV. La liquidation de la confrérie d'Anniviers (1792-1800)

Tous ces biens dont nous venons de donner l'inventaire furent liquidés entre 1798 et 1800 par les trois tiers de St-Luc, d'Ayer et de Grimentz avec approbation des autorités ecclésiastique et civile. La permission de l'autorité ecclésiastique date du 4 mai 1792. En ce jour, une députation de toutes les communautés d'Anniviers exposa à l'évêque Joseph-Antoine Blatter les dures conditions économiques dans lesquelles vivaient près de 2000 Anniviards par suite de manque de blé et surtout par suite du nombre excessif de cens dus pour les fiefs épiscopaux ou en faveur des confréries, ce qui représentait près de 1000 fichelins. Aussi lui demandèrent-ils « le rachat des redevances simples, annuelles, rachetables de leur nature, et dont on ignore la nature du fief ». Mgr Blatter, par le consentement du chapitre, et sous réserve de ratification par le St-Siège, permit le rachat à condition que ces redevances fussent appliquées à de meilleurs usages et que cela se fit conformément aux statuts du Valais (*statutarie*)¹.

Deux ans plus tard, le 27 octobre 1794, le quartier de Grimentz, indigné de la servitude et de l'injustice régnant par suite du régime féodal, adressa aux autorités de la vallée d'Anniviers une pétition pour les prier d'accorder, conformément à la concession épiscopale de 1792, le rachat des censives dues à la confrérie du St-Esprit de la paroisse. A leur avis, il était difficile, pour diverses raisons, de procéder à de nouvelles reconnaissances. On pouvait par contre employer ces redevances pour augmenter le bénéfice du vicaire, bénéfice alimenté par le seul legs du curé Egide Massy et pour renforcer le fonds du sel. On libérerait ainsi les communautés de leur redevance annuelle au vicariat, « seul chargé des classes dans cette vaste vallée ». Les pétitionnaires estimaient que ce rachat, loin de nuire à la confrérie, serait à l'avantage de toute la vallée. Aussi, pour le maintien de la paix et de la concorde, adjuraient-ils les autorités de prendre leur demande en considération, sinon ils recourraient à leurs supérieurs².

Ces mêmes idées, avec quelques variantes, nous les retrouvons dans le « projet d'affranchissement des redevances dues à la confrérie du St-Esprit et des autres redevances dans la vallée

¹ Voir notre annexe N° I.

² *Grim.* D 63. — Il manque à ces cens et redevances la qualité « feudale » quant à la contenance requise, à la détermination des confins, à la généalogie des tenanciers. Vouloir en faire la reconnaissance serait impossible et fort coûteux (*Ibid.*).

d'Anniviers pour les appliquer à de meilleurs usages ». Dans ce projet, le notaire Jean-Georges Roux, qui avait déjà rédigé la pétition du quartier de Grimentz, proposait d'employer les revenus de la confrérie à augmenter le bénéfice de la cure et, au cas où l'on tiendrait absolument à maintenir la confrérie, de faire des distributions de sel annuelles, personnelles et par foyer, sous le regard vigilant de la justice. Ce rachat serait facultatif, proportionné aux facultés de chacun ; le terme du paiement serait prorogé de quelques années et l'intérêt serait modique. L'auteur soumettait son projet à l'approbation des supérieurs et des gens bien pensants, et croyait qu'il serait ainsi possible d'abolir des charges trop fortes pour les habitants de la vallée³.

La concession épiscopale, mal interprétée, risquait de créer des ennuis aux communautés d'Anniviers. Pour y remédier, le 17 novembre 1796, le curé d'Anniviers, Benoît Martin, plusieurs membres des autorités et les délégués des quatre quartiers prièrent Mgr Blatter d'annuler la condition de la concession du 4 mai 1792 « permettant le rachat des redevances simples et de les employer à de meilleurs usages ». L'évêque le leur accorda. On se basa sur cette concession pour procéder au partage des biens de la confrérie⁴.

Le 22 novembre 1798, à la maison de la confrérie ou du grand procureur à Vissoie, les représentants ou commissaires des tiers d'Ayer, de St-Luc et de Grimentz décidèrent de se partager « tous les fonds, biens ruraux, édifices, argent, meubles et immeubles, droits et actions quelconques de la dite Maison, grand'communale ou confratiale, ainsi que la fondation de Catherine de Cabanis »⁵.

Le même jour, les mêmes représentants, se fondant sur la nouvelle constitution et sur la concession épiscopale du 4 mai 1792, établirent une convention relative au partage des biens de la confrérie. Ils statuèrent que les trois tiers recevraient des revenus de la dite Maison 102 fichelins et demi, une portion de l'émine de lait de La Lé, du sérac de St-Georges et de tous les droits possibles : argent, biens-fonds, etc.⁶.

Trois semaines plus tard, les 14 et 15 décembre 1798, à Veyras sur Sierre, au domicile de Jean-Georges Roux, les mêmes commissaires députés au partage des biens de la confrérie continuèrent « leurs opérations en vue de se délivrer une fois pour toutes des censives si odieuses qu'onéreuses au public ». Le prix de rachat fut fixé à 12 écus de 25 batz pour le fichelin de seigle

³ *Sion*, archives de l'évêché, tiroir 78, N° 7.

⁴ Voir notre annexe N° I.

⁵ *Ayer* D 14.

⁶ Voir notre annexe N° III.

et à 18 écus pour le fichelin de froment. Le prix des autres denrées fut fixé en proportion de ces deux premières.

Le tiers d'Ayer reçut le tiers de la maison de la confrérie ou grande commune à Vissoie, le sérac de St-Georges de 9 alpages. Ces redevances furent rachetées pour le prix de 222 écus taxés à 111 batz. Le tiers d'Ayer perçut encore 10 fichelins de revenu annuel des branches de la Fête-Dieu ou de la fondation de Cathérine de Cabanis, tous les cens assignés sur l'ancien quartier de Vissoie, soit 24 fichelins, tous les cens cités sur le tiers d'Ayer, soit 43 fichelins, une partie des cens de la cure provenant des échanges avec Zirouc, soit 22 fichelins et demi et 12 fichelins de Chalais. Cela faisait un total de 101 fichelins et demi. Il manquait donc encore un fichelin pour que le tiers d'Ayer eût le nombre de fichelins prévus dans la convention de partage. Voilà pourquoi, avant tout partage de l'émine de lait de l'alpage de La Lé, on remit au tiers d'Ayer 12 écus. Il reçut encore 28 écus de la même redevance, 594 écus et 8 batz de différents débiteurs, 416 écus et 9 batz de quelques « débiteurs partagés de l'église paroissiale ». Le curé en recommanda l'application au maintien des œuvres pieuses et des chapelles. Cette somme provenait également des confréries du St-Sacrement et du St-Rosaire, du château et de la fabrique de l'église. Le tiers d'Ayer se voyait aussi attribuer le levant de la vigne de Viouc, « selon les limites plantées », le couchant de la Tovassière avec la « bendetta » (parcelle), le « marteau » (coin de terre) du couchant de Longirey, la moitié du « sort du pré de Bottyres, indivise avec le tiers de Grimentz », la moitié des édifices d'Anniviers ainsi que la moitié du pré des Vouardoux « indivise avec le tiers de Grimentz ⁷ ».

Nous ne savons pas quelle a été la part des deux autres tiers. D'après celle qui est échue au tiers d'Ayer, nous pouvons dire qu'ils ont eu le reste à raison d'un tiers chacun.

Le droit de « moulinage » fut racheté le 6 janvier 1801.

Une fois le partage terminé, il restait à obtenir l'approbation de l'autorité civile. Les trois tiers d'Anniviers, en date du 12 janvier 1799, écrivirent à la Chambre Administrative pour lui demander le rachat de 30 fichelins dont la distribution se faisait en pain bénit le jour de S. Georges, « patron de la paroisse », les

⁷ Ayer D 15. — A l'alpage de La Lé, le prix réel du sérac était de 36 écus, il fut taxé 18 batz. En celui de Tracuit sur Zinal, le prix réel était de 32 écus, il fut taxé 16 batz. En celui de Larolec, le prix réel était de 13 écus, il fut taxé 6 batz et demi. En l'alpage de l'Arpittettaz, le prix réel était de 25 écus, il fut payé 12 batz et demi. Il en fut de même en l'alpe de Singlina. En celui de Sorebois de Courten, le prix réel était de 16 écus, il fut taxé 8 batz. A Sorebois du Général, le prix réel était de 30 écus, il fut payé 15 batz. A Zirouc, le prix réel était de 35 écus, il fut taxé 17 batz et demi. A Lirec de Laurent Juillet, le prix réel était de 10 écus, il fut payé 5 batz (*Ibid.*).

dimanche et lundi de la Pentecôte, ainsi que 30 autres fichelins de la fondation de Catherine de Cabanis. Il ne valait plus la peine, pensait l'auteur de la lettre, — le notaire Jean-Georges Roux — de maintenir des distributions qui n'intéressaient guère les Anniviards, gens laborieux et économes. Mais, en revanche, les communes auraient grand besoin de ces fonds pour payer les frais de guerre, les impôts et contributions, créer un nouveau fonds de sel et améliorer le bénéfice du vicaire, « seul chargé des classes dans la vallée, éloignée et destituée de tout moyen d'étude ».

La Chambre Administrative, par l'intermédiaire de ses membres de Rivaz et Lorétan, répondit à cette requête le 26 février 1799 en faisant remarquer à la commune d'Anniviers qu'en l'occurrence il n'était question ni de fonds destinés à des aumônes ou secours aux pauvres ni de fonds pour écoles. En conséquence, la chose n'était pas de son ressort, mais de celui de l'évêque. Les Anniviards devaient s'adresser à lui pour obtenir une permission en bonne et due forme au cas où ils n'en auraient pas. Alors seulement, ils pourraient procéder à la conversion des fonds de la confrérie et de ceux qui lui étaient annexés. La Chambre Administrative leur demanda qu'ils tinssent à cette fin un compte exact de ces fonds et de leur emploi pour pouvoir les produire à toute réquisition⁸.

Les Anniviards possédaient cette concession depuis sept ans. Ils n'avaient qu'à l'appliquer. C'est ainsi que les trois tiers purent racheter les biens de la confrérie durant les années 1799 et 1800. Un seul acte en témoigne : celui du rachat du boisseau de seigle dû par l'alpage du Marais. Ce rachat se fit à Chalais le 1er décembre 1799. Cependant, il est certain que, le 15 avril 1800, le rachat était terminé et que les trois tiers se donnaient une quittance « générale »⁹.

⁸ Grim. D 65.

⁹ An. 263 ; Grim. C 83, D 72 ; Ayer D 16. — Dans les cantons de Genève, Vaud et Neuchâtel, les confréries disparurent lors de la Réforme (Communication de M. Paul Geisendorf, archiviste-adjoint à Genève. — *Dictionnaire historique, géographique et statistique du canton de Vaud*, t. I, Lausanne, 1914, p. 489, art. *confréries*. — *DHBS*, t. 5, Neuchâtel, 1930, p. 112, art. *Neuchâtel*). A Fribourg, elle était en décadence à la fin du XVI^e siècle (Jeanne Niquille, *La Confrérie du St-Esprit de Fribourg au XV^e et au XVI^e siècles*, dans *Revue ecclésiastique suisse*, Stans, 1925, p. 193). — La confrérie de Surpierre (Broye) existe encore (Communication de M. l'abbé Gabriel Angéloz, vicaire à Surpierre).

En Valais, les confréries du St-Esprit ont disparu aux XVIII^e et XIX^e siècles. Leurs fonds ont passé à des œuvres religieuses : confréries du St-Sacrement, de St-Sébastien (*DHBS*, t. 2, Neuchâtel, 1924, p. 563, art. *confréries*) à des œuvres philanthropiques : hôpitaux, fonds d'assistance (A. Gaspoz et J.-E. Tamini, *Essai d'histoire de la vallée d'Hérens*, St-Maurice, 1935, p. 194. J.-B. Bertrand, *Notes sur la Fête des Rois en Valais*, dans *Folklore suisse*, 18^e année, N^o 11/12, p. 87), ou à des œuvres d'utilité publique : écoles (Louis Boucard, *op. cit.*, pp. 11 et suiv.) La confrérie subsiste en-

21 ans après, le 12 juin 1821, à Vissoie, les habitants du village de Fang, « communiers » à Chandolin, après avoir demandé leur part des avoirs et fonds de l'ancienne confrérie échus au tiers de Luc fondèrent la société du St-Esprit, appelée aussi « société de Ste-Euphémie », en 1823, « corporation du St-Esprit de l'église de Ste-Euphémie », en 1835, « confrérie du St-Esprit de Ste-Euphémie de Vissoie », en 1883. Cette société avait pour but de subvenir aux frais du culte — le 20e — de la paroisse de Vissoie à laquelle les habitants de Fang étaient rattachés. La dite société avait, entre autres possessions, une cave à Vissoie, celle de l'ancienne confrérie du St-Esprit cédée en 1798 au tiers de Luc, dont faisait partie la commune de Chandolin. La société du St-Esprit de Fang s'est dissoute le 30 octobre 1928, année où son actif et son passif furent remis à la commune de Chandolin. Son dernier président fut Henri Bonnard, instituteur à St-Jean¹⁰.

core dans quelques paroisses où l'on distribue des aumônes le jour de la Pentecôte (Sigismond Furrer, *Histoire du Valais*, trad. de Roger de Bons, Sion, 1873, p. 105) : à Troistorrents (Paul Aebischer, *Les coutumes relatives aux différentes fêtes de l'année à Troistorrents*, dans *Cahiers valaisans de Folklore*, N° 23, 1931, p. 11), à Ayent (Sulpice Crettaz, *op. cit.*, p. 125), à Illiez (J.-E. Tamini et P. Délèze, *Essai d'histoire de la vallée d'Illiez*, St-Maurice, 1924, p. 355). Un souvenir de la confrérie du St-Esprit semble être la bénédiction des maisons le lundi de Pentecôte à Port-Valais et un fonds de 200 fr. prêtés à la commune, qui en emploie les intérêts pour le culte (J.-E. Tamini et S. Pannatier, *op. cit.*, p. 82). Enfin, signalons qu'à Rome, il existe de nos jours encore l'Archiconfrérie du St-Esprit *in Sassia*. C'est en ce lieu que Guy de Montpellier s'établit avec ses frères en 1204 (P. Brune, *op. cit.*, pp. 39 et suiv.). Le primicier de l'Archiconfrérie est Mgr Francesco Beretti, archevêque titulaire de Scontopoli de Panfilia (*Osservatore Romano* du 16 janvier, Rome, 1953, p. 5, *Città del Vaticano*).

¹⁰ Archives de la commune de Chandolin (Anniviers). — Ces documents, qui ne sont pas classés, ne portent aucune cote.

V. Rapports de la confrérie du St-Esprit d'Anniviers avec les autres confréries

Parallèlement à la confrérie du St-Esprit, il a existé en Anniviers d'autres confréries chargées de venir en aide aux pauvres par des distributions d'aumônes : la confrérie de St-Théodule à Grimentz citée dès 1304¹, celle de St-Luc en 1312, et celle de St-Jean, au XIV^e siècle, aux villages du même nom². Elles n'entrent pas dans le cadre de notre travail.

Mais nous parlerons brièvement d'une autre confrérie, celle de St-Georges, qui apparaît en 1286 et qui avait sa distribution annuelle. Ses fonds se confondaient avec ceux de la confrérie du St-Esprit. Elle avait le droit de faire moudre ses grains au moulin de la confrérie du St-Esprit. Le prieur et les confrères de cette dernière devaient venir en aide au propriétaire du moulin au cas où il devrait le rebâtir à la suite d'une inondation ou parce qu'il tomberait en ruines³.

Cette confrérie percevait un fichelin de seigle chaque année sur des biens sis à St-Luc⁴. La commune de Chandolin lui devait une redevance annuelle de 12 deniers de service et 6 de plaît⁵. L'alpage du même nom lui remettait annuellement une « mota » ou fromage d'une valeur de 12 deniers annuels pour le pâturage⁶ et le seigneur Pierre de Rarogne, 3 boisseaux et 3 fichelins de seigle⁷.

Tous les alpages de la vallée étaient tenus de lui donner annuellement du sérac — celui de Zirouc lui en donnait 40 livres — pour la « schoy » (repas) de S. Georges⁸. Jean Peter d'Ayer domicilié aux Fios légua en 1617 à la confrérie du St-Esprit et à celle de St-Georges 100 livres valant chacune 27 gros de monnaie

¹ Isidore Rudaz, *Notes historiques*, t. II, p. 561.

² Erasme Zufferey, *op. cit.*, pp. 214, 279. — En Valais, il existait d'autres confréries ayant un but semblable à celui de la confrérie du St-Esprit. Citons la confrérie de St-André à St-Gingolph, celle des SS. Fabien et Sébastien à St-Maurice et à Sion, celle de Ste-Catherine à Münster, du St-Sacrement à St-Luc et d'autres encore (J. Siegen, *Religiöse Bräuche im Wallis*, Viège, 1938, pp. 17-18). — C'est probablement pour cette raison que la confrérie du St-Esprit était moins répandue dans le Haut-Valais que dans le Bas et qu'elle ne semble pas avoir existé en certaines paroisses.

³ *An.* 20.

⁴ *An.* 51, p. 9.

⁵ *Ibid.*, p. 34.

⁶ *Ibid.*, p. 33.

⁷ *Ibid.*, p. 50.

⁸ *An.* 139.

sédunoise⁹. Guillaume Majorat des Fras, en 1332, lui donna de son vivant un fichelin de seigle¹⁰. En 1799, elle possédait 30 fichelins qu'elle distribuait en pain bénit à la fête de S. Georges, « patron de la paroisse »¹¹. Cette confrérie donnait aussi du « pain chaud ». Le règlement de 1775 dit : « La façon du pain chaud sera entièrement réformée. On donnera en place 6 pains ordinaires de la distribution personnelle de S. Georges »¹².

Cette confrérie disparut, ainsi que nous l'avons vu, en même temps que celle du St-Esprit, en 1800.



Conférence de St-Vincent de Paul du moyen âge, la confrérie du St-Esprit d'Anniviers est venue en aide aux pauvres de la vallée par des distributions annuelles de pain, de fromage, voire même de vin et, par là, elle a entretenu l'amour des pauvres dans le cœur des fidèles qui, pour lui permettre de remplir plus facilement sa mission charitable, lui faisaient des dons et des legs. La confrérie du St-Esprit d'Anniviers a, en outre, depuis le début du XVe siècle, rendu de grands services à la population par son service de prêt avec intérêts en nature. Ce système présentait un réel avantage pour les gens qui ne disposaient pas de beaucoup d'argent liquide.

Un autre bienfait de cette institution a été de maintenir l'unité religieuse et politique dans la vallée. Tant qu'elle exista, il n'y eut en Anniviers qu'une seule paroisse et les diverses communes de la vallée formèrent la grande communauté d'Anniviers. Mais sitôt la confrérie supprimée, les communes de St-Luc-Chandolin se séparèrent de la paroisse de Vissoie, en 1804. Par la suite, l'unité politique de la vallée fut brisée, car au lieu d'avoir un seul juge, comme c'était le cas depuis 1802, il y en eut deux, l'un pour la paroisse de Vissoie et l'autre, pour celle de St-Luc¹³. Les relations entre les communes de la vallée, à l'heure actuelle, sont cordiales, il est vrai, cependant on doit avouer qu'avec la disparition de la confrérie du St-Esprit, la vallée d'Anniviers a perdu de son unité et de son esprit d'entr'aide.

⁹ An. 152.

¹⁰ An. 38.

¹¹ Grim. D 65.

¹² Voir notre annexe N° I.

¹³ Selon Eugène Gruber (*op. cit.*, p. 104), la confrérie du St-Esprit était la conférence de St-Vincent de Paul du moyen âge. — Zufferey, cahier 33, pp. 30, 31 et suiv. Ayer, cahier N° 30.

La question de l'assistance est réglée de nos jours par des lois : le code civil suisse statue que les personnes astreintes à l'assistance sont les parents en ligne directe ascendante et descendante, les frères et sœurs. A défaut de ces parents, l'assistance est à la charge de la commune ou de l'Etat. Les bourgeoisies doivent contribuer aux dépenses annuelles de la commune pour l'assistance, à ce qu'on appelle le fonds des pauvres, dans une proportion que fixe le Conseil d'Etat ¹⁴.

Ainsi actuellement, les pauvres savent à qui recourir en cas de besoin. Il ne faut pas songer non plus à refaire l'unité politique et religieuse de la vallée d'Anniviers ni à réintroduire l'ancien système de prêt. Il n'est donc pas nécessaire de ressusciter la confrérie du St-Esprit. Nous ne pouvons toutefois ignorer les services qu'elle a rendus à la vallée durant cinq siècles et demi.

P. Alexis VIANIN d'Anniviers, capucin

¹⁴ Werner Kämpfen, *Ein Bürgerrechtsstreit im Wallis*, Zurich, 1942, p. 66. Paul de Courten, *op. cit.*, p. 94.

ANNEXES

I. Règlement de la Confrérie d'Anniviers (1775)

(Archives bourgeoises de Grimentz, D 60, 2 folios de papier 24 × 35 cm.)

L'an du Seigneur 1775, ce 18 avril, à Vissoie, en la maison de M. le vice-châtelain Antoine Zufferey, devant moi notaire de la vallée furent personnellement constitués les honnêtes et provides Antoine Cretta, juré, au nom de la communauté de Vissoie et Comba ; Christian Rion, lieutenant militaire décénal, au nom de la communauté des Fras et Pinsec pour le louable quartier de Vissoie ; les honnêtes Jean Antille et Georges Pont, procureurs et agissant pour la communauté de St-Luc ; Joseph Favry, sautier actuel et Bernard Favry, procureurs pour la louable communauté de Chandolin au nom de tout le quartier de Luc ; l'honnête Christian Monet au nom de la louable communauté d'Ayer et le provide Jean Teita, juré, pour la communauté de Mission au nom de tout le louable quartier d'Ayer ; Antoine Roux, sergent, pour la louable communauté de Grimentz et Pierre Maschy (Massy) ancien procureur d'église, pour la louable communauté de St-Jean, au nom du louable quartier de Grimentz. Lesquels sont procureurs et agissent avec plein pouvoir, en vigueur d'une assignation générale faite au lieu des criées ordinaires et avec le consentement et l'approbation de leurs chefs qui figurent en cet acte comme témoins.

Il s'agit en l'occurrence de régler la question de l'inégalité du son ou « crussy » agitée jusque devant le grand châtelain. Ce son était perçu par les quatre métraux de la confrérie du St-Esprit fondée en Anniviers. Le partage s'en faisait souvent d'une manière inégale et était par là-même une occasion d'apporter quelque diminution à la distribution des pieuses fondations et de compromettre la bonne harmonie entre les gens de la vallée. Cela doit être évité à tout prix. C'est donc à cette fin qu'on va porter le règlement suivant :

1^o Pour enlever radicalement toute inégalité dans la répartition du son, inégalité qui peut provenir « de la différence des années, de la difformité du grain et du changement de meunier, méconnaissance du métier » et d'autres raisons, les communautés rachètent les 32 fichelins — soit 24 de froment comptant comme seigle et 8 autres de seigle — que les 4 métraux ou recouvreurs généraux avaient coutume depuis fort longtemps de contribuer par manière de support sans y être cependant obligés par quelque écrit de la confrérie. Ce rachat se fait au prix de trente livres le fichelin — conformément aux statuts —. Chaque communauté payera sa part à la Saint-Martin prochaine avec le cens de l'année en cours. Le payement achevé, soit après avoir payé 960 livres de capital, les louables communautés seront quittes de toute redevance.

2^o Cette somme de 960 livres sera confiée à la vigilance et au soin du grand procureur de la dite Maison. Il en rendra annuellement un compte fidèle en déclarant exactement le montant en caisse (« par une évaluation exacte du capital sommaire ») afin de ne nuire en rien à la confrérie.

Les cens en grains et en fromages seront recouverts par les quatre recouvreurs généraux, qui ne sont pas seulement des aides du grand procureur, mais auront la charge de faire rentrer ces cens comme les autres cens irrédimables.

3^o Le « bourraté » étant réformé par le changement de la nature du grain, les quatre métraux ne recevront plus de son en paiement puisque les communautés les ont affranchis de cette redevance de support. C'est d'ailleurs pour ce motif qu'on a compté dans ce rachat 24 fichelins de froment comme du seigle. On a voulu par là compenser le bénéfice de son que recevaient auparavant les métraux, mais qui, maintenant, devrait revenir aux communautés, qui les ont affranchis de cette redevance.

4^o On continuera à donner le même salaire aux quatre métraux, ouvriers généraux et au grand procureur. Toutefois, on leur donnera du pain noir en lieu de pain blanc et la paie ne se fera qu'en présence de la justice qui est préposée à cet office.

5^o On corrige la façon du dit pain chaud et sa nature sera réformée. A sa place, on donnera 6 pains ordinaires de la distribution personnelle de S. Georges et autant à la Pentecôte, mais alors ce seront des pains de feu selon le poids habituel.

6^o On achètera, pour 25 batz, du pain blanc pour les révérends pasteurs et la justice occupée à la distribution de l'aumône les 2 jours de la Pentecôte. En un mot, ils jouiront de leurs anciens droits et privilèges, sans diminution aucune, comme du temps passé selon les intentions de Sa Grandeur Monseigneur.

7^o On achètera des cens du capital du rachat, soit du seigle hiverné recevable, afin qu'ainsi il n'y ait qu'une espèce de grain et une espèce de pain noir.

8^o Les fèves seront vendues et en retour on achètera du seigle ou au moins de la farine de seigle qu'on mélangera avec le reste. On se conformera en cela aux décisions du grand procureur en fonction.

Finalement, en vigueur du serment prêté publiquement, ce règlement a été accepté en tous ses points et on renonce à toutes actions et exceptions contraires à ce présent règlement, sous l'obligation expresse de tous ses biens.

Fait en présence de sa Révérence M. Etienne Pierre Mabillard très digne et méritant curé, d'Antoine Zufferey, vice-châtelain actuel, du discret et lettré François Florey, banneret et métral, d'Antoine Cretta (Crettaz), vice-châtelain, capitaine, d'Antoine Cliva (Clivaz), ancien vice-châtelain, d'Antoine Wuardeux (Vouardoux), juré, de Bartholomé Zufferey, juré, de Georges Loye, sautier, de Georges Rever « trabanter », de Jean Antille, de Joseph Zufferey, de Jean Maschy (Massy), de Christian Monier (Monnier), de Jean

Zufferey et de plusieurs autres réunis en grand nombre et inscrits comme témoins de cet acte.

En foi authentique, je me soussigne de ma propre main : Georges Roux, notaire de la vallée.

Nous, soussigné, approuvons et ratifions le présent règlement au nom de Sa Grandeur Monseigneur l'Evêque, haut seigneur spirituel et temporel de la louable vallée et de la pieuse Maison du St-Esprit. En foi de quoi, nous avons signé et apposé le sceau de nos armes. Fait à Sierre, ce 18 avril 1775. Maurice Courten, grand châtelain de la vallée d'Anniviers. Ce présent règlement a été publié à toute la vallée généralement assemblée dans une procession solennelle dans la confrérie ce 23 avril 1775.

II. Rachat des fiefs de seigle (1000 fichelins) pour le prix de 17500 écus

(Archives de la vallée d'Anniviers à Vissoie, N° 260)

Ce document a déjà été expliqué en partie (cf. pp. 137 et suiv. de notre texte). Nous y ajouterons quelques notices.

La députation auprès de Mgr Joseph-Antoine Blatter se composait ainsi : Antoine Zufferey, vice-châtelain actuel d'Anniviers, François Florey, notaire et banneret, Antoine Cretta, capitaine d'Anniviers, Mathias Tabin, curial et métral de l'évêque de Sion, Antoine Tabin et Georges Savioz, notaires curiaux, Chrétien Rion, lieutenant militaire du louable district de Sierre, Antoine Vuardeux, Barthélemy Zufferey, Augustin Jeullio (Solioz ?), Benoît Juillet, Théodule Frilig (Frily), jurés, Jean Viacco (Viaccoz), sautier actuel, Michel Martin, sautier, Etienne Cretta, métral à Pinsec du vénérable chapitre de Sion.

Ces députés pensaient que le rachat des fiefs serait un grand bienfait pour les Anniviards et le juste salaire de leur travail. Aussi, l'évêque le leur accorda à ces conditions :

1° La juridiction épiscopale sur la vallée est maintenue.

2° Le pré de la métralie appartenant à l'évêque sera racheté sans déduction aucune des 17.500 écus prévus pour le rachat des fiefs épiscopaux. L'évêque se réserve cependant un jardin, une tour et d'autres édifices.

3° L'office de métral subsistera tel quel, avec tous ses droits et privilèges, indépendant du fief racheté.

4° L'évêque permet que les « redevances simples, annuelles, excepté celles qui appartiennent au bénéfice de la cure soient appliquées à de meilleurs usages et rachetées conformément aux statuts ».

5° L'évêque veut que l'on donne le salaire promis à Mathias Tabin, son curial et métral.

6° L'évêque paie son commissaire, le notaire Jean-Georges Roux, pour les travaux qu'il a exécutés jusqu'à ce jour.

7° L'évêque demande que les avantiers aient une part d'avantage ou obtiennent du moins quelque faveur.

8° L'évêque permet de prendre sur le bénéfice de la cure de quoi payer pour se racheter du fief qui pèse sur la cure.

Les signataires de la concession épiscopale sont : Joseph-Antoine (Blatter), évêque de Sion, Mathias-Alexandre Tabin, curial de la vallée d'Anniviers et Jean-Georges Roux, notaire commissaire.

En 1796, les députés étaient : Benoît Martin, très révérend curé d'Anniviers, Mathias Tabin, vice-châtelain et métral de l'évêque de Sion en Anniviers, Chrétien Rion, banneret, Joseph-Antoine Cretta, capitaine d'Anniviers, Jean-Georges Savioz, Antoine Rion, notaires curiaux, Antoine Clevaz (Cливаз), sautier. Ils étaient accompagnés d'Antoine Vuardeux, d'Augustin Jeulio, jurés, d'Etienne Cretta, métral à Pinsec, pour le vénérable Chapitre de Sion et d'Antoine Rion, ancien grand procureur de la vallée d'Anniviers, pour la communauté et le quartier de Vissoie ou Fras, de Pierre et de Michel Martin, jurés, pour la communauté ou quartier de St-Luc, de Benoît Juillet, juré, pour le quartier d'Ayer et de Jean Rouvaz (Rouaz), pour le quartier de Grimentz.

Ils demandaient à Mgr Joseph-Antoine Blatter, évêque de Sion :

1° d'annuler la quatrième réserve de la concession du 4 mai 1792, par crainte de graves ennuis pour les communautés.

2° de leur donner la quittance des 17.500 écus payés durant 5 ans pour le rachat des fiefs épiscopaux.

L'évêque le leur accorda à condition qu'on ajoutât à la troisième réserve : *et les autres biens non-féodaux de la mense, s'il en existe.*

Enfin, il leur donna la quittance demandée. Les signataires de l'acte sont : Joseph-Antoine, évêque de Sion et François-Antoine de Torrenté, secrétaire de la curie épiscopale.

III. Partage des biens de la Confrérie d'Anniviers

*(Archives bourgeoises de Grimentz,
D 64, 2 folios de papier 16 × 21,5 cm.)*

Copie.

Liberté

ce 22 novembre 1798

Egalité.

En Anniviers, dans la maison de la ci-devant grande commune au chef-lieu, à Vissoie, vers 10 h. du matin ont comparu les mérités citoyens : juge Pierre Martin, l'électeur Germain Zufferey, Joseph Favry (Favre), ex-grand procureur, Antoine Zufferey, Gaspard Zufferey et Simon Zufferey du tiers de St-Luc. Tous sont munis des pouvoirs requis sous réserve de ratification.

Les citoyens Etienne Cretta, juge, l'électeur François Florey, Benoît Juillet, l'ex-lieutenant Jean Florey, l'ex-juré Jean Juillet, Pierre Teita et Bernard Epiney du tiers d'Ayer. Tous ont les pouvoirs nécessaires.

Les citoyens ex-jurés Augustin Jeullio, Antoine Cliva, l'ex-châtelain Thomas Loye, Chrétien Monet, Baptiste Chapelle et Chrétien Juillet du tiers de Grimentz, dûment autorisés.

Ces députés, bien instruits de leurs droits et cause, suivant ponctuellement la nouvelle constitution et la concession épiscopale d'il y a six ans, pour éviter les « clubs illégaux » et maintenir les propriétés des communes, chose sacrée, s'obligent à maintenir la cure paroissiale, le vicariat et autres incombances de la vallée. Ils s'engagent aussi à défendre la cause du partage des biens soussignés tant en justice qu'au dehors.

1° On maintiendra les rafraîchissements habituels des Rogations et de S. Marc.

2° Le tiers de St-Luc percevra 102 fichelins et demi des revenus de la confrérie, selon le titre des commissaires délivré à ce sujet.

3° Le tiers d'Ayer percevra aussi 102 fichelins et demi.

4° Le tiers de Grimentz aura également 102 fichelins et demi.

En outre, chaque tiers percevra sa portion du reste des émoluments de la dite Maison : émine de La Lé, sérac de S. Georges et de tous les autres droits possibles, en argent, en fonds, édifices, meubles et prétentions quelconques, avec charge et honneur.

Finalement, on se concertera pour la fondation de Catherine de Cabanis qui distribue un pain par mariage, etc., etc... en conservant à chacun son droit.

Passé en présence du juge de paix, Chrétien Rion, Pierre Salevart, vicaire, Michel Martin, agent, Georges Savio. Roux, notaire.

IV. Liste des procureurs de la Confrérie du Saint-Esprit d'Anniviers

1307-1308 : Martin de Cordelo (Cordel) de Torrenté.

1319-1320 : Walther de Platéa de Vissoie.

1387-1388 : Guillaumet Melo (Melly) et Jacquemet Cutto.

1403-1404 : Jean Maryn d'Anniviers.

1404-1405 : Jean Savioz, Aymonet Margueroz, Jean Ruvini et Antoine Fornery.

1406-1407 : Antoine Forner de Vissoie.

1408-1409 : Jeannot Maryn (Mayn ?).

1411-1412 : Jeannet Marchiant.

1412-1413 : Pierre de Torrenté d'Ayer, Jeannin du Saledo et Jeannot Masse (Massy) d'Anniviers.

- 1430-1431 : Jeannot Massey (Massy) et Jeannot Aczo.
- 1431-1432 : Pierre du Coster de St-Luc et Jean Caloz domicilié à Vissoie.
- 1434-1435 : Jaquet Chufferell (Zufferey) et Jean Massex (Massy).
- 1438-1439 : Perrod Clevaz (Clivaz) et Jean Juillet.
- 1460-1461 : Jacquod Caloz, de St-Luc, Jean Abel (Abbé), Jean Uldriody (Urdieux ?), Gillet et Jean Chapellaz.
- 1474-1475 : Jean Huldricy (Urdieux ?), vice-châtelain d'Anniviers, et Pierre Chufferell (Zufferey).
- 1475-1476 : Jeannin Aez.
- 1483-1484 : Antoine de Capella (de la Chapelle), clerc, Jeannot Roua (Rouaz), Antoine Habel (Abbé) et Jean Huldrici.
- 1484-1485 : Jean Huldrici, Antoine de Capella, Pierre Chuffere (Zufferey), Perrod Juillet.
- 1491-1492 : Antoine de Capella, notaire, Nicolin Daliard, vice-châtelain d'Anniviers.
- 1541-1542 : François Chuffereli (Zufferey), vice-châtelain d'Anniviers, Jean Juillet, Nicod Chuffereli, Jean Chuffereli.
- 1554-1555 : François Chuffereli, notaire, Jean Chuffereli, son neveu, Jean Monet, ancien vice-châtelain, et Antoine Caloz, ancien sautier.
- 1577-1578 : Pierre-Michel Fabri (Favre), ancien vice-châtelain, procureur de la confrérie pour le quartier d'Ayer, Charles Rossyer (Rossier) pour celui de St-Luc, Jacques Chuffereli pour celui de Grimentz, Egide Forneri pour celui de Vissoie.
- 1585-1586 : Jean de Collin, ancien vice-châtelain, Thomas Sapiensis (Savioz), vice-châtelain, et Jacques Chufferel.
- 1587-1588 : Jean Sapiens (Savioz), notaire, représente les procureurs absents.
- 1593-1594 : Jean Barmaz, Jacques Chufferel, Pierre Chattelard, Martin Anthel Caloz.
- 1612-1613 : Jacques Chufferelli, notaire et châtelain, Jean Massey (Massy), ancien vice-châtelain, au nom de la communauté d'Anniviers et de la confrérie.
- 1649-1650 : Thomas Abbé, notaire, banneret, métral et ancien vice-châtelain, Pierre Maschy, capitaine et ancien vice-châtelain, et Chrétien Abbé.
- 1658-1659 : Jacques Abbé, banneret et vice-châtelain actuel, se porte fort, lors d'une location de vigne, pour Jacques Abbé, ancien vice-châtelain, absent. Les deux autres procureurs sont François Antillio (Antille) et Pierre Cretta.
- 1666-1667 : Pierre Cretta, vice-châtelain, Jean Savio (Savioz), notaire et banneret de la vallée, Jean Cotter, ancien vice-châtelain, et Georges Zufferey.
- 1675-1676 : Jean Fabri de Mission, **grand procureur** (cité : g. p.) est appelé aussi procureur.

- 1676-1677 : Jean Fabri de Mission, g. p.
1680-1681 : Chrétien Rion, g. p.
1681-1682 : Thomas Antillio de St-Luc, qui lors d'une reconnaissance agit au nom de la confrérie.
1682-1683 : Thomas Antillio de St-Luc, g. p.
1683-1684 : Pierre Schavio (Savioz) d'Ayer, g. p.
1684-1685 : Pierre Schavio d'Ayer, g. p.
1686-1687 : Jean Zufferey, g. p.
1687-1688 : Charles Cotter, g. p.
1688-1689 : Charles Cotter, g. p.
1689-1690 : Pierre Zufferey, g. p.
1690-1691 : Jacques Martin, g. p.
1691-1692 : Jacques Daliard, g. p.
1692-1693 : Georges Zufferey, vice-châtelain, dans un acte en faveur d'un Daliard, agit en faveur de la confrérie ; par ailleurs Jacques Daliard est de nouveau g. p.
1693-1694 : Pierre Machy (Massy), g. p. Dans un acte de reconnaissance, Georges Martin, vice-châtelain et métral de l'évêque, agit en faveur de la confrérie.
1696-1697 : Pierre Favri, g. p.
1697-1698 : Matthieu Fabri, g. p.
1698-1699 : Matthieu Fabri, g. p.
1699-1700 : Jean Zuber, g. p.
1701-1702 : Jacques Cliva, g. p.
1703-1704 : Jean Zuber, g. p.
1704-1705 : Jean Burginer (Bourguinet), g. p.
1705-1706 : Thomas Fabri, g. p.
1706-1707 : Thomas Fabri, g. p.
1707-1708 : Jean Juillet, g. p.
1709-1710 : Jean Monet, g. p.
1711-1712 : Antoine Burginer de Pinsec, g. p.
1712-1713 : Antoine Burginer, g. p.
1713-1714 : Charles Martin, g. p.
1715-1716 : François Florey, g. p.
1718-1719 : Jean Rossier, g. p.
1719-1720 : Jean Cotter, g. p.
1721-1722 : Matthieu Calo (Caloz), g. p.
1722-1723 : Matthieu Fabri, g. p.
1723-1724 : Laurent Rever, g. p.
1724-1725 : Laurent Rever, g. p.
1725-1726 : Georges Loy (Loye), g. p.

- 1726-1727 : Georges Loy, g. p.
 1727-1728 : Antoine Wieuudt (Vieux ?), g. p.
 1728-1729 : Antoine Wieuudt, g. p.
 1729-1730 : Jean Rossier, g. p.
 1730-1731 : Jean Rossier, g. p.
 1733-1734 : Georges Savio des Fras, juré, g. p.
 1734-1735 : Georges Savio des Fras, juré, g. p.
 1735-1736 : Georges Fornyr, g. p.
 1736-1737 : Georges Fornyr, g. p.
 1737-1738 : François Zufferey, g. p.
 1738-1739 : François Zufferey, g. p.
 1739-1740 : Jean Teita de Mission, g. p.
 1741-1742 : Jean Teita de Mission, g. p.
 1743-1744 : Antoine Rion, g. p.
 1753-1754 : Pierre Zufferey, g. p.
 1757-1758 : Jean Rau (Rauch ?), g. p.
 1766-1767 : Gaspard Maschy (Massy), g. p., Antoine Clyva (Clivaz), vice-châtelain, Antoine Tabin, banneret, Antoine Cretta, capitaine, Jean Viaquoz (Viaccoz), Jean Cotter, Georges Roschier (Rosier), Antoine Maschy de Grimentz, métraux de la confrérie du Saint-Esprit.
 1794-1795 : Chrétien Monet, g. p.
 1798 : Joseph Favry, Antoine Zufferey, de St-Luc et Chrétien Monet de Grimentz sont désignés sous le nom de « ci-devant grand procureur » ou « ex-grand procureur ». Chrétien Monet, en 1798, est aussi appelé grand procureur, tandis qu'Urbain Bourguinet de Vissoie a le titre de « grand procureur désigné »¹.

¹ R., p. 235. — An. 32, 46, 50 ; 51, pp. 52-54, 57, 58, 61, 69, 82 ; 87, fol. 135, 195, 199 ; 90, 110, 115, 123, 127, 128, 138, 151, 171, 174, 176 ; 182, pp. 1 et suiv., 41, 42, 50, 52, 54, 61, 64, 70, 74, 79, 106, 108, 111, 117, 118, 120, 121, 122, 124, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 136, 176, 194, 196, 201, 202, 205, 208, 211, 216, 222, 233, 259, 270, 272, 274, 275, 278, 285, 286, 288, 291, 300, 301, 302, 304, 306, 307, 309, 313, 334, 346, 348, 349, 354, 356, 358, 359, 361, 363, 366, 367, 369, 370, 371 ; 222, 244, St-Jean 147, Grim. D 63, 64, Ayer D 14, AV, Confinia, thèque 19, dossier concernant la constitution de Vissoie en commune, fasc. 1, N° 4. — A partir de 1794, les documents parlent à la fois du grand procureur (Grim. D 63. — Vissoie, archives paroissiales, Registre des décès de la paroisse en date du 10 juin 1806 et du 30 janvier 1812) et du grand procureur de la vallée (An. 260). Ils ne disent pas si ces deux charges étaient identiques ou non. Il semble toutefois qu'il faut les identifier parce que, dans la vallée d'Anniviers, la confrérie et la vallée se confondaient souvent. Le registre des décès semble confirmer cette opinion (*Ibid.*, au 19 janvier 1750, 10 juin 1806). — D'autre part, comme il est impossible, sur la seule base de ce registre, de dire à quel moment ils ont été grands procureurs, nous les omettons.